

# Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 18 MARS 1926.

## Budget

du Ministère de l'Industrie, du Travail et de la Prévoyance  
Sociale pour l'exercice 1926 (1).

### RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION SPÉCIALE (2), PAR M. HEYMAN.

MESSIEURS,

L'avant-projet de budget du Ministère de l'Industrie, du Travail et de la Prévoyance Sociale se montait, pour les dépenses, à la somme de 284,632,139 fr., soit 229,877,420 francs pour les dépenses ordinaires et 54,754,739 francs pour les dépenses exceptionnelles.

Au cours de la séance du Sénat du 13 décembre 1925, le Gouvernement a déposé une série d'amendements qui ont eu pour résultat de dégager le budget d'une somme de 5,175,000 francs.

C'est ainsi que le budget fut diminué jusqu'à concurrence de 279,457,139 fr., dont 228,752,420 francs pour les dépenses ordinaires et 50,704,739 francs pour les dépenses exceptionnelles.

Le budget de 1925 se montait, quant aux dépenses, à la somme de 226 millions 150,928 francs. L'exercice de 1926 indique donc une augmentation de dépenses prévues de 279,457,139 fr. moins 226,150,928 fr., soit 53,306,231 fr.

Cette augmentation est due en ordre principal :

1° Aux dépenses résultant de l'application des nouvelles lois sur les pensions de vieillesse ;

2° Au transfert du budget extraordinaire à l'ordinaire des crédits pour les habitations à bon marché.

### CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES.

Notre rapport est le complément de celui qui fut déposé au Sénat par M. le Chevalier de Gellinck d'Elseghe (voir doc. n° 5-x du Sénat).

(1) Budget transmis par le Sénat, n° 4-x.

(2) La Commission spéciale, présidée par M. Pirmez, était composée :

a) des membres de la Commission du Commerce, de l'Industrie, du Travail et des Assurances et de la Prévoyance sociales : MM. Boël, Debacker, De Bruycker, Pecher,

Le présent rapport, n° 227, a été distribué le 2 avril 1926.  
(Art. 4 de la résolution de la Chambre, relative à l'examen des budgets.)

# Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 18 MARS 1926.

## Budget

du Ministère de l'Industrie, du Travail et de la Prévoyance  
Sociale pour l'exercice 1926 (1).

### RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION SPÉCIALE (2), PAR M. HEYMAN.

MESSIEURS,

L'avant-projet de budget du Ministère de l'Industrie, du Travail et de la Prévoyance Sociale se montait, pour les dépenses, à la somme de 284,632,159 fr., soit 229,877,420 francs pour les dépenses ordinaires et 54,754,739 francs pour les dépenses exceptionnelles.

Au cours de la séance du Sénat du 15 décembre 1925, le Gouvernement a déposé une série d'amendements qui ont eu pour résultat de dégager le budget d'une somme de 5,475,000 francs.

C'est ainsi que le budget fut diminué jusqu'à concurrence de 279,457,159 fr., dont 228,752,420 francs pour les dépenses ordinaires et 50,704,739 francs pour les dépenses exceptionnelles.

Le budget de 1925 se montait, quant aux dépenses, à la somme de 226 millions 150,928 francs. L'exercice de 1926 indique donc une augmentation de dépenses prévues de 279,457,159 fr. moins 226,150,928 fr., soit 53,306,231 fr.

Cette augmentation est due en ordre principal :

1° Aux dépenses résultant de l'application des nouvelles lois sur les pensions de vieillesse ;

2° Au transfert du budget extraordinaire à l'ordinaire des crédits pour les habitations à bon marché.

### CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES.

Notre rapport est le complément de celui qui fut déposé au Sénat par M. le Chevalier de Gellinck d'Elseghe (voir doc. n° 5-x du Sénat).

(1) Budget transmis par le Sénat, n° 4-x.

(2) La Commission spéciale, présidée par M. Pirmez, était composée :

a) des membres de la Commission du Commerce, de l'Industrie, du Travail et des Assurances et de la Prévoyance sociales : MM. Boël, Debacker, De Bruycker, Delattre, Delvigne, Dierkens, Falony, Heyman, Libbrecht, Mampaey, Pecher, Uytroever, Van Caenegem, Vergels et Verlinden.

Six membres désignés par les Sections : MM. Fieullien, Delattre, De Bruyne (Aug.), Van Belle, Boens, Uytroever.

Un grand nombre de questions, qui furent traitées par lui, offrent un grand intérêt; malgré leur importance, nous ne nous y attarderons guère, parce que nous sommes d'accord avec la plupart des conclusions de l'honorable rapporteur. Il ne nous serait d'ailleurs pas possible de traiter le budget, surtout en sa partie administrative, d'une façon plus complète que ne l'a fait M. de Gellinek d'Elseghem.

Nous prions donc nos honorables collègues de bien vouloir considérer ce rapport comme un complément du rapport fait par la Commission du Sénat.

Nous voudrions néanmoins attirer l'attention sur quelques points d'intérêt général.

Il est des questions importantes qui doivent retenir l'attention du Département de l'Industrie, du Travail et de la Prévoyance Sociale, de même que celle du législateur et dont la solution doit être envisagée à bref délai. Nous visons spécialement l'assurance obligatoire contre le chômage involontaire et la conciliation des conflits du travail.

#### *1° L'assurance obligatoire contre le chômage involontaire.*

Depuis de nombreuses années, les pouvoirs publics : Etat, Provinces et Communes, ont tenu à encourager l'assurance contre le chômage involontaire. Cette politique se développa particulièrement depuis la guerre, et, si l'on en juge par les résultats obtenus, on doit reconnaître qu'elle a répondu à notre attente. Six cent mille assurés; 83 fonds de chômages groupant 1,119 communes sur les 2,638 que compte le royaume et qui interviennent pour 10 p. c. dans le montant des indemnités payées par le Fonds National de Crise en faveur de leurs administrés; — on sait que c'est seulement aux habitants des communes qui interviennent pour 10 p. c. que les allocations du Fonds National de crise sont accordées — tel est le bilan hautement réjouissant des efforts faits en faveur de l'assurance-chômage dans notre pays.

Pour ces 600,000 assurés, la loi ne ferait que consacrer une situation existante et, si l'on tient compte du nombre considérable de travailleurs des services publics pourvus d'une nomination définitive et d'autres catégories de travailleurs pour lesquels on ne peut songer à établir l'obligation légale, on en arrive à cette conclusion que l'obligation n'atteindrait en fait que la minorité des travailleurs belges.

Minorité importante dira-t-on avec une apparence de raison. En réalité, cette minorité est moins considérable qu'on ne le croit. Elle se compose surtout de travailleurs habitant les localités qui n'interviennent pas pour les 10 p. c. signalés plus haut. La preuve sera faite quand on saura que 97 1/2 p. c. des assurés, soit 39 sur 40 habitent des communes qui paient les 10 p. c. Il n'est pas douteux que si toutes les localités avaient suivi l'exemple de ces dernières, le nombre d'assurés contre le chômage involontaire serait sensiblement supérieur au chiffre, pourtant déjà impressionnant, qu'on atteint aujourd'hui. Nous ajouterons que la pratique de l'assurance-chômage en Belgique a donné assez d'indications précises pour que l'on sache exactement la voie à suivre.

On ne peut pas non plus oublier qu'en légiférant en cette matière, la Belgique donnerait suite à la recommandation relative à l'assurance-chômage adoptée par la première Conférence Internationale du Travail, tenue à Washington en 1919, et qu'elle ne ferait que suivre en cela l'exemple déjà indiqué par plusieurs autres pays, notamment par l'Autriche, le Danemark, la Norvège, la Tchéco-Slovaquie, la Grande-Bretagne, la Pologne, la Suisse.

Depuis un certain temps, le chômage, qui nous avait en quelque sorte guetté depuis 1921, a une tendance à augmenter. Des économistes — et non des moindres — craignent des malaises économiques, consécutifs à la stabilisation monétaire. Chacun, du reste, prévoit des difficultés créées par l'adaptation de notre économie nationale à la situation financière nouvelle. On peut donc craindre, avec infiniment de raison, une recrudescence du chômage, et c'est ce qui nous incite, au moment où nous donnons par la stabilisation des finances de l'État plus de sécurité dans l'avenir à la plupart de nos concitoyens, à réclamer en faveur des travailleurs des mesures qui allègeraient les misères qui viendraient à les atteindre.

## 2° *La conciliation des conflits du travail.*

Nous venons de parler du malaise économique menaçant d'étendre le chômage. Nul n'ignore que c'est aussi dans les moments de difficultés économiques que les conflits du travail sont les plus fréquents et les plus importants. La grève générale qui dura deux mois dans la construction mécanique et celle de huit mois et demi dans la sidérurgie du bassin de Charleroi et du Centre sont trop récentes pour qu'elles soient déjà oubliées.

Depuis de nombreux mois, des difficultés sérieuses existent dans la commission mixte des mines, dues au malaise dans lequel notre industrie charbonnière se débat et si des conflits d'une gravité exceptionnelle ne se sont pas déclarés, nous le devons uniquement à l'esprit de conciliation dont ont fait preuve les parties en cause.

Et voici qu'un conflit grave éclate dans le bassin carrier de Lessines, intéressant plus de 5000 ouvriers, conflit que les personnalités au courant des situations s'entendent à déclarer devoir être de longue durée,

L'intérêt du pays, de la paix sociale, la réalisation du programme financier du Gouvernement qui réclame le calme et la stabilité économiques, rendent impérieuse l'introduction d'un système de conciliation réduisant, dans la plus large mesure possible, les conflits du travail.

Ici aussi, nous devons dire que nous ne ferons que suivre l'exemple de nombreux pays, la Hollande, la Norvège, l'Allemagne, etc., où la conciliation a donné les plus heureux résultats.

Certains penseront peut-être que notre préoccupation, en réclamant un système de conciliation est de voir rétablir l'ancien article 13 du Fonds National de Crise, prévoyant le paiement des indemnités, par le Fonds National de Crise, en faveur des ouvriers grévistes ou lock-outés qui recourent à l'interventions d'organismes de conciliation et d'arbitrage et se conforment aux avis exprimés par ces organismes.

Nous déclarons bien haut que là n'est pas notre intention. Certes, nous comprenons cette revendication en faveur des grévistes et lock-outés qui seraient soumis à toutes les formalités prévues, du bénéfice des allocations du Fonds National de crise. Mais notre préoccupation principale, essentielle, est d'arriver à l'introduction d'un système de conciliation des conflits du travail, réduisant ceux-ci autant que possible et apportant ainsi des germes nouveaux de pacification sociale et d'entente entre tous les participants à la production.

Cette idée est assez belle pour recueillir l'adhésion de tous ceux qui veulent la prospérité de notre pays.

## LES PENSIONS DE VIEILLESSE.

Divers membres de la Commission se plaignirent vivement du retard apporté au paiement des pensions de vieillesse. Ils citèrent des exemples de requêtes en vue de l'obtention de la pension, qui, introduites en janvier 1925 et approuvées en juillet 1925 par M. le Contrôleur des Contributions, n'ont pas encore été liquidées.

On émit le vœu de voir sensiblement simplifier les prescriptions et formalités administratives qui régissent la matière.

Il sembla à la Commission qu'un contrôle destiné à éviter les abus, pourrait facilement se concilier avec la suppression de bon nombre de prescriptions administratives qui retardent considérablement le paiement des pensions, surtout lorsque l'on songe à l'impatience avec laquelle les vieillards attendent parfois cet argent.

La Commission demanda aussi s'il n'était pas possible d'appliquer de nouveau la disposition de la loi de 1922 relative aux pensions de vieillesse, en vertu de laquelle les héritiers d'un ayant-droit pouvaient toucher les arriérés de la pension, lorsque le titulaire dont la pension avait été approuvée et accordée décédait avant le paiement des termes échus.

On fit remarquer, à juste titre, que ces héritiers assuraient très souvent l'entretien des vieillards en vue du paiement de la pension accordée et qu'il était donc équitable de verser à ces héritiers, comme une légitime indemnité, les termes non payés de la pension.

La Commission posa de même diverses questions concernant l'application des nouvelles lois des 10 décembre 1924 et 10 mars 1925. L'honorable Ministre nous envoya, à titre de réponse, la note que l'on trouvera ci-après et qui contient tous les renseignements demandés.

## I. — Pensions gratuites.

1<sup>re</sup> Revision de toutes les demandes de pension introduites depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1924, en vue de l'application d'immunisations plus larges prévues par la loi du 10 décembre 1924.

Le dossier de tous les vieillards qui ne bénéficiaient pas du taux maximum de la pension et de tous ceux à qui la pension a été refusée, sera révisée *d'office* par le service. Les intéressés n'ont donc *aucune formalité* à remplir à cette fin.

Cette revision doit porter sur 350,000 dossiers, c'est donc un travail très considérable. Nous espérons qu'il pourra être terminé fin juillet. D'ailleurs, quelle que soit la date d'émission du nouveau titre de pension, la décision sortira ses effets à la date du 1<sup>er</sup> janvier 1926. Le complément qui serait éventuellement dû à la suite de la revision sera donc payé aux bénéficiaires actuels de la pension pour les trimestres échus depuis cette date.

2<sup>e</sup> Les vieillards nés dans le courant du 4<sup>e</sup> trimestre 1860 et dans le cours des deux premiers trimestres de l'année 1861, pourront introduire leur demande de pension dès les premiers jours du mois de mars prochain. A ce moment, les receveurs de contributions seront en possession des nouvelles formules. Les demandeurs devront, comme par le passé, s'adresser au receveur des contributions. Nous inviterons ces fonctionnaires à s'entendre avec les administrations communales pour organiser à cette fin des séances spéciales dont la date sera portée à la connaissance des intéressés par le bourgmestre.

Un grand nombre de demandes seront introduites à cette époque, 20,000 en-

viron; il faudra donc un certain temps aux contrôleurs des contributions pour les examiner, et à mon administration, pour établir les titres de pension. Ici encore on doit prendre patience : mais quelle que soit la date d'émission du titre, la décision sortira ses effets à partir du trimestre qui suit celui au cours duquel les vieillards auront atteint leur 65<sup>e</sup> année. Donc les vieillards nés dans le courant du quatrième trimestre 1860, toucheront leur pension à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1926. Le taux maximum de la pension a été fixé à 720 francs pour toutes les communes du pays et il sera appliqué aux anciens comme aux nouveaux bénéficiaires.

Il est recommandé à tous, de ne pas écrire au Ministère pour demander des renseignements au sujet des pensions. Nous voulons aller vite; toute correspondance nécessitera des recherches, ce qui aura comme conséquence d'occuper du personnel sans profit pour la généralité des vieillards intéressés.

## 2<sup>e</sup> Mise en application des lois du 10 décembre 1924 et du 10 mars 1925.

La mise en application de ces deux lois a occasionné au service des pensions de vieillesse un travail extraordinaire très considérable qu'il a dû exécuter concurremment avec le travail courant.

L'impression des cartes et des diverses formules n'a pu être faite dans les délais escomptés : quand on connaîtra la quantité énorme d'imprimés qui doivent être fournis on comprendra ce retard. Il a fallu :

- a) pour les assujettis 3,000,000 cartes ;
- b) pour les assurés mutualistes : 1,000,000 et pour les employés : 500,000.

Chacune des dix formules (déclaration et attestations) a été imprimée à 500,000 exemplaires.

L'impression des timbres a subi également quelque retard : l'atelier du timbre à Malines a dû exécuter, en même temps que l'impression des timbres-retraite, celle des timbres-poste-« tuberculeux », des nouvelles cartes postales des nouvelles valeurs fiscales et des timbres postes-« inondés ».

### TIMBRES-RETRAITE.

a) Les timbres destinés à la constatation des *versements obligatoires personnels et patronaux des assujettis ouriers et employés* doivent actuellement se trouver dans tous les bureaux de postes. Si un bureau de poste en est dépourvu, la responsabilité en incombe exclusivement au percepteur, qui conformément aux instructions reçues, devra ne pas attendre que sa provision soit épuisée pour en demander une nouvelle au dépôt du timbre à Malines.

b) Les timbres destinés à la constatation des versements *effectués par les assurés mutualistes*, seront mis en vente dans les bureaux de poste vers le 23 de ce mois. A cette date, chaque bureau en aura reçu un approvisionnement.

### CARTES DE VERSEMENTS.

A la date du 23 février il a été distribué par les bureaux de poste du royaume :

Cartes IA destinées aux assurés obligatoires : 2,072,700.

Cartes IB destinées aux assujettis membres de sociétés mutualistes : 523,300.

Cartes IC destinées aux assurés libres mutualistes : 218,700.

Cartes IE destinées à la constatation des versements extra-légaux : 136,920.

Cartes IF destinées aux employés : 261,400.

De plus, nous avons fourni directement aux organisations mutualistes établies chez les dockers d'Anvers et aux patrons de l'agglomération Anversoise qui s'oc-

cupant du chargement et du déchargement des navires ainsi que de la réparation des navires environ 25,000 cartes spéciales avec 150,000 intercalaires (1 A.P.) ;

Les cartes de versements spéciales 1 A pour les femmes à journée, garçons de café et toutes personnes occupées au domicile de divers employeurs, sont à l'impression de même que les cartes destinées aux travailleurs à domicile (1 D).

L'impression des cartes continue et vers le 15 mars au plus tard, les approvisionnements seront suffisants pour donner suite à toutes les demandes. Les timbres de retraite et les cartes de versements sont exclusivement en vente dans les bureaux de poste, sauf les cartes 1 A.P. qui, vu leur destination régionale, sont fournies par mon Département.

Si l'on considère les difficultés de tout genre que le service a rencontrées, à la suite de la grande diversité des situations à envisager pour l'élaboration des nombreux arrêtés d'exécution, ainsi que pour l'établissement des nombreux modèles de formules, leur impression et leur distribution, nul ne pourra contester qu'un véritable tour de force a été fait par mon administration.

#### *Transfert des cartes de versements à la Caisse de retraite.*

Nous avons décidé, d'accord avec la Caisse de retraite, d'autoriser les sociétés mutualistes et les employeurs à envoyer les cartes des assurés nés en janvier et en février, *en avril prochain seulement* et non en février ni en mars comme le prescrit l'Arrêté royal. Ainsi, les mutualités et les patrons auront tout le temps nécessaire pour établir leurs documents. Les rentes ne seront cependant pas diminuées en suite de ce transfert tardif, la Caisse de retraite ayant reçu les fonds dans les délais réglementaires.

#### *Formules (Déclarations, Bordereaux, etc.).*

Ces formules sont fournies par mon Département. Le service a envoyé aux 6,000 sociétés mutualistes une provision des formules nécessaires pour l'application de la loi. En ce qui concerne les patrons, ceux qui se sont présentés personnellement dans les bureaux de l'Avenue des Arts, 34, ont été immédiatement approvisionnés. Il sera satisfait aux demandes faites par écrit avant la fin du mois.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1924, on peut évaluer à 150 en moyenne, les demandes de renseignements qui nous ont été adressées, quotidiennement par écrit, sans compter les demandes de formules.

A côté de cela, le nombre de patrons qui se sont présentés dans les bureaux, a été très considérable. A certain moment les visiteurs ont dû être reçus par les fonctionnaires compétents par groupes de 10 et de 15. Ceci démontre péremptoirement que mutualités et patrons comprennent la haute portée sociale et morale de ces lois d'assurance-vieillesse, ce dont nous ne pouvons que nous réjouir.

#### COMITÉS DE PATRONAGE.

1. Les comités de patronage, institués en vertu de la loi de 1921 pour l'octroi des pensions de vieillesse, ont vu diminuer partiellement l'importance de leur mission depuis que l'approbation de la pension a été confiée aux contrôleurs des contributions.

La Commission a émis le vœu de voir confier aux comités de patronage l'examen du *recours* introduit par les intéressés contre la décision prise en première instance.

Ces comités sont composés ordinairement d'un nombre de dix à douze personnes, recrutées dans les diverses parties d'un arrondissement et qui peuvent donc juger en connaissance de cause des recours introduits par les intéressés.

### NOTRE RÉGIME MINIER.

1. Un membre de la Commission était d'avis que dans la constitution de la pension des mineurs, la cotisation du patron et de l'ouvrier à la caisse de retraite était trop élevée. Il demandait si, lors de la révision de la loi sur les pensions des employés, on ne pourrait modifier la loi sur les pensions des mineurs en ce sens qu'une plus grande part des cotisations soit versée au Fonds National.

2. Un autre membre a beaucoup insisté sur la nécessité du contrôle des lampes des mineurs. Ce contrôle devrait se faire régulièrement. La désignation d'un ou de deux contrôleurs serait suffisante pour tout le pays; on pourrait éviter ainsi certains accidents pénibles, voire de véritables catastrophes. A ce sujet il est bon de faire remarquer que plusieurs des coups de grisou qui se sont produits dans ces dernières années, ont été causés par les lampes.

3. La Commission a donc émis le vœu que la loi sur la police dans les mines devrait être scrupuleusement observée, surtout en ce qui concerne la défense de travailler dans les endroits où l'on a constaté la présence de gaz. L'attention des ingénieurs des mines ne peut être attirée trop souvent sur ce point capital. C'est, en effet, incontestable que le gaz n'a été que trop fréquemment la cause de tristes accidents qui ont coûté la vie à un grand nombre de mineurs.

#### 2. — Accidents du travail.

A l'unanimité, la Commission a insisté pour que la révision de la loi de 1903 sur les accidents du travail soit mise en discussion à la Chambre dans le plus bref délai possible.

#### 2. — Délégués à l'inspection des mines.

La Commission a émis le vœu que la proposition de loi concernant la désignation des ouvriers-délégués à l'inspection des mines soit bientôt votée. Cette proposition fut déjà l'objet d'une discussion à la Chambre et au Sénat; il serait donc souhaitable que la question reçoive enfin une solution définitive.

### INSPECTION DU TRAVAIL.

#### *Les coupons forfaitaires des Inspecteurs et Contrôleurs.*

Je me permets de signaler à M. le Ministre, qu'il y aurait lieu de faciliter les fonctions des inspecteurs et contrôleurs du Travail en remplaçant les coupons forfaitaires dont ils font usage actuellement pour leurs déplacements, par des abonnements aux chemins de fer. Ces abonnements peuvent leur être accordés en application de l'Arrêté royal du 12 janvier 1923, qui dit, dans son article 3, que les agents astreints à des déplacements fréquents, reçoivent un abonnement général quand leur activité se porte habituellement sur toute l'étendue du territoire et un abonnement limité, quand ils n'exercent effectivement leurs fonctions que dans certaines localités ou régions.

M. le Ministre voudra bien reconnaître avec moi, que les fonctionnaires de l'Inspection du Travail qui doivent se déplacer journellement, devraient pouvoir bénéficier de cet Arrêté royal.

Actuellement, ils sont obligés de se présenter à la gare au moins une demi-



heure avant le départ du train; la même chose se présente au départ de la localité où ils ont dû exercer leur fonction. Ajoutons à cela une absence moyenne de 9 à 10 heures par jour et nous arrivons à des absences de 10 à 11 heures de leurs résidences.

Je crois qu'on pourrait leur accorder cette facilité qui leur épargnerait une absence inutile d'une demi-heure par jour en ne les obligeant plus à devoir faire la file devant les guichets des gares.

Quant à ces fonctionnaires, on ne devrait pas faire valoir que le contrôle sur leur activité ne serait plus possible. Vous estimerez avec moi que les fonctionnaires de l'Inspection du Travail ont déjà donné suffisamment de preuves de probité pour leur accorder toute confiance. Leurs fonctions sont reconnues tellement absorbantes, que même à ce moment on a dû préconiser l'augmentation du nombre des inspecteurs et des contrôleurs.

Encore pourrai-je vous faire remarquer qu'en leur accordant un abonnement, le budget ne pourrait qu'en profiter, vu que l'abonnement reviendra certainement beaucoup moins cher, que le prix des billets forfaitaires utilisés, et vu le nombre de fonctionnaires; la somme dont le budget pourrait bénéficier, pourrait être très conséquente et pourrait contribuer largement à la compression des dépenses.

J'estime donc que tout en conservant les coupons forfaitaires pour les agents qui ne doivent se déplacer qu'exceptionnellement, il est de toute nécessité qu'un abonnement soit accordé aux fonctionnaires qui sont astreints à des déplacements fréquents, ce qui est particulièrement le cas pour les inspecteurs et contrôleurs du Travail.

#### L'INDUSTRIE DU ZINC ET DU GAZ.

L'industrie du zinc peut incontestablement être considérée comme une des plus malsaines et des plus dangereuses.

A cause du caractère spécial de cette industrie, les ouvriers, qui y sont employés, sont condamnés à une incapacité de travail prématurée. C'est pourquoi ils méritent une protection toute particulière. En conséquence, la Commission a émis le vœu que de même que les autres industries, celle du zinc puisse disposer d'une commission paritaire chargée d'examiner les conditions de travail et d'hygiène. En même temps la Commission appelle une fois de plus l'attention de l'honorable ministre sur la nécessité de préserver les droits des communes et des habitants, qui comptent des industries insalubres sur leur territoire ou dans leur voisinage.

Ces fabriques causent, en effet, souvent des dégâts considérables, particulièrement aux cultures environnantes. Il ne serait donc que juste que ces usines indemnisent d'une façon équitable les dommages qu'ils ont causés.

Dans les industries du gaz et des hauts-fourneaux les cas d'asphyxie sont fréquents. Le Ministre ne pourrait-il pas mettre à l'étude l'obligation du port des masques dans certaines circonstances particulièrement dangereuses?

#### L'ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL.

Le Budget de 1926 prévoit une augmentation de crédit pour l'enseignement professionnel de 5,582,500 francs, dont 5,050,000 francs comme part de l'État dans les frais d'établissement des nouvelles écoles et l'extension des écoles existantes; ensuite, 2,534,500 francs, somme qui est demandée pour la première fois pour l'instruction pratique et théorique des mousses sur les bateaux de pêche et des matelots de la marine marchande. Il nous paraît inutile de démontrer de

nouveau la nécessité de l'enseignement technique et professionnel. Nous avons d'ailleurs l'honneur de traiter cette question en détail dans d'autres rapports. Nous tenons cependant à citer un passage du rapport de l'honorable M. de Ghellinek d'Elsegheim auquel votre Commission s'associe complètement :

Nous pouvons nous demander si l'État a rempli tout son devoir en ce qui concerne l'enseignement professionnel. Nous ne le croyons pas et il est évident que des subventions plus importantes devront être accordées à l'avenir, afin de maintenir les écoles à la hauteur du progrès. Nous pouvons même nous demander pourquoi les professeurs de cet enseignement ne seraient pas mis sur le même pied que les professeurs de l'enseignement primaire dont le premier n'est que la continuation logique, et pourquoi le paiement des traitements ne se ferait pas directement par l'État ?

Ce n'est pas tout : il ne suffit pas de subsidier l'enseignement industriel et professionnel, il faut encore que les subsides soient versés en temps utile aux établissements d'enseignement et, à cet égard, il semble que le retard de l'inspection ait une trop grande répercussion sur la liquidation des crédits. Pour l'année scolaire 1924-1925 de nombreux établissements n'ont reçu les subsides que partiellement, et seulement en octobre ou novembre derniers. Quant à la liquidation des augmentations de traitement par suite de la péréquation, elle se fait toujours attendre. Cet état de choses ne peut perdurer, car il jette le découragement parmi le corps professoral, si digne d'éloges. On ne peut perdre de vue que l'indemnité de vie chère ayant été supprimée pour l'exercice 1925 et la péréquation n'ayant pas encore été appliquée, bien que l'arrêté royal l'introduisant date du 1<sup>er</sup> décembre 1924, un grand nombre de professeurs et d'instituteurs n'ont touché qu'une partie de leur traitement.

L'approbation des budgets et des comptes ne subit que trop souvent des retards regrettables pour la bonne marche d'un grand nombre d'établissements. Nous attirons l'attention toute spéciale de l'honorable Ministre sur cette situation et nous lui demandons d'accorder aux institutions de cette espèce des avances pour l'exercice en cours, calculées sur le montant des subsides de l'année précédente. Ces avances seraient liquidées en février ou mars, au plus tard. De cette manière les professeurs toucheraient dès le premier trimestre une partie notable de leur traitement. Le reliquat serait liquidé en juin et, dans l'entretemps, l'Administration ayant vérifié les budgets et comptes, pourrait déterminer sans erreur la part qui revient à chacun.

Quant à l'exercice 1924-1925, nous prions l'honorable Ministre de liquider les arriérés le plus tôt possible, y compris les augmentations dues par suite de la péréquation.

Il est un autre aspect de la question qui doit être envisagé; c'est celui de la pension des professeurs et instituteurs. La question est à l'étude et il semble que la pension accordée sera basée sur les mêmes principes que la pension des professeurs de l'enseignement moyen. Votre Commission insiste pour que le projet soit déposé dans la présente session.

**Conférence des Ministres du Travail d'Allemagne, de Belgique, de France, de Grande-Bretagne et d'Italie, pour examiner la question de la durée du travail dans l'industrie.**

La Commission a demandé à M. le Ministre de bien vouloir communiquer à la Chambre le résultat de la conférence qui s'est tenue à Londres le 15 mars dernier. Voici les renseignements que le Gouvernement a bien voulu donner :

« Répondant à l'invitation du Gouvernement de Sa Majesté Britannique, une conférence des Ministres du Travail d'Allemagne, de Belgique, de France, de Grande Bretagne et d'Italie, s'est réunie à Londres, le 15 mars 1926, pour examiner la question de la durée du travail dans l'industrie.

Le Directeur du Bureau International du Travail avait été invité à cette conférence afin de donner toutes informations et avis sur les pratiques des divers États ou sur les interprétations déjà formulées.

L'invitation fut faite par la Grande-Bretagne, animée du vif désir de rendre efficace l'un des points essentiels inscrits dans la partie XIII du Traité de Paix et d'examiner, à cet effet, les difficultés qui, jusqu'à présent, avaient été un obstacle à la ratification de la Convention de Washington sur les heures de travail. Comme démarche préliminaire, le Gouvernement de Sa Majesté, après avoir appris que les Puissances intéressées, animées des mêmes intentions, étaient disposées d'assister à la Conférence, leur adressa une lettre et un memorandum dans lequel certains points d'importance majeure étaient soulevés, points qui lui paraissaient ressortir de l'examen de la Convention. A ce memorandum des réponses complètes, conçues dans l'esprit le plus loyal furent faites par toutes les puissances, à titre d'indication et sans engagement.

Quoique ces réponses aient révélé des divergences d'interprétation, elles marquaient un égal et commun désir d'aboutir à la solution de cette question si longtemps différée. et il a paru, dans ces circonstances, au Gouvernement de Sa Majesté qu'il serait utile de tenter de concilier les points de vue divergents sur l'objet en discussion ? La Conférence fut, par conséquent, convoquée sur ces bases, se réunit et se constitua comme dit ci-dessous, le 15 mars.

#### ALLEMAGNE :

*Délégués.* — Reicharbeitminister Dr Brauns.

Ministerialdirector Dr Sitzler.

Ministerialrat Dr Feig.

*Conseillers.* — Herr Oberregierungsrat Kuttig.

Dr Weber.

#### BELGIQUE :

*Délégués.* — M. J. Wauters, Ministre de l'Industrie, du Travail et de la Prévoyance sociale.

M. A. Julin, Secrétaire Général du Ministère de l'Industrie, du Travail et de la Prévoyance sociale.

M. A. Wauters, Chef du Cabinet.

#### FRANCE :

*Délégués.* — M. Durafour, Ministre du Travail, de l'Hygiène et de la Prévoyance sociale.

M. Picquenard, Directeur du Travail.

M. Beauguitte, Chef-adjoint du Cabinet.

#### GRANDE-BRETAGNE :

*Délégués.* — The Rt. Hon. Sir A. Steel-Maitland Bart., M.-P. Minister of Labour.

M. H.-B. Betterton, C. B. E., M.P. Parliamentary Secretary to the Ministry of Labour.

Sir J.-H. Wilson, K. C. B., C. B. E. Secretary of the Ministry of Labour.

*Conseillers.*— Sir Malcolm Delevinghe, K. C. B., Deputy Under Secretary of State Home Office.

M. J.-A. Barlow, C. B. E., Principal Assistant Secretary, of Ministry Labour.

Mr. H. Wolfe, C. B., C. B. E. Principal assistant secretary, Ministry of Labour.

#### ITALIE :

*Délégués.* — M. F. W. Leggett, Assistant secretary Ministry of Labour;

M. R. C. Somervell, Principal, Ministry of Labour;

H. E. Prof. Giuseppe de Michelis, Ambassadeur Royal et Commissaire Général à l'Émigration;

Ing. Antonio Bernardi, Chef Inspecteur au Département de l'Industrie et du Travail;

Cas. Rainaldi, du Service Consulaire Italien ;

*Conseiller.*— Prof. Francini.

#### *Représentants du Bureau International du Travail.*

M. Albert Thomas, Directeur; M. H. B. Butler, C. B. Directeur adjoint, accompagnés par M. H. A. Grimsham.

Au cours des discussions qui se poursuivirent jusqu'au 19 mars, la Convention de Washington fut examinée article par article.

Ils ne méconnaissent pas que, par la procédure régulièrement constituée, c'est en dernière instance à la Cour de Justice Internationale qu'il appartient de juger toutes contestations qui peuvent s'élever sur l'interprétation et l'application de la Convention.

Reconnaissant qu'un des objets de la Conférence a consisté à écarter les doutes qui existaient quant à la possibilité d'appliquer dans leur détail les clauses de la Convention aux conditions propres à certaines occupations particulières et reconnaissant, en outre, que les accords auxquels la Conférence est arrivée s'appliquent aux cas visés, les membres de la Conférence se rallient aux conclusions ci-après :

### CONCLUSIONS DE LA CONFÉRENCE.

#### ARTICLE 1<sup>er</sup>.

Il est entendu que la Convention s'applique à tous les établissements industriels, quel que soit le nombre des personnes employées, à l'exception de ceux où ne sont occupés que des membres d'une même famille.

Il est entendu que le service postal, télégraphique et téléphonique proprement dit se trouve en dehors de la portée de la Convention, mais que la Convention s'applique aux travaux de construction, d'entretien et de réparation pour le service postal, télégraphique et téléphonique.

#### ART. 2.

Il est entendu que la durée du travail est le temps pendant lequel le personnel

est à la disposition de l'employeur ; elle ne comprend pas les repos pendant lesquels le personnel n'est pas à la disposition de l'employeur et qui doivent être affichés, conformément à l'article 8.

ART. 5.

Il est entendu que les dispositions de l'article 5 peuvent s'appliquer à l'industrie du bâtiment.

ART. 6a.

L'expression « travail spécialement intermittent » employé à l'article 6, doit être interprétée dans un sens restrictif.

Elle ne s'applique qu'à des occupations, telles que celles de portiers, gardiens, préposés au service d'incendie et autres agents, qui ne concernent pas la production proprement dite et qui par leur nature, sont coupées de longues périodes d'inactions pendant lesquelles ces agents n'ont à déployer ni activité matérielle ni attention soutenue, restent à leur poste que pour répondre à des appels éventuels.

ART. 6b.

Il est entendu qu'il est de la compétence de chaque législation nationale de fixer le maximum des heures supplémentaires qui peuvent être effectuées en vertu de l'article 6b.

Il est entendu que l'obligation imposée par la Convention de payer un salaire majoré s'applique seulement aux heures supplémentaires visées par l'article 6b.

Il est entendu que le minimum de majoration de 25 p. c. prévu par l'article 6 est obligatoire.

*Semaine de 5 jours.*

Un tableau réglant, sur une plus longue période que la semaine, la durée journalière du travail pourra être établi dans les formes semblables à celles prévues par l'article 5, en vue de répartir les heures de travail chaque semaine, sur cinq jours, ou toutes les deux semaines, sur onze jours, étant entendu que la durée moyenne du travail ne pourra en aucun cas excéder 48 heures par semaine.

*Jour de repos hebdomadaire.*

Il est entendu que les heures de travail au delà de la limite hebdomadaire de 48 heures qui, en raison de la nature des services à rendre, doivent s'effectuer le jour de repos hebdomadaire, doivent être considérées, soit comme des heures de travail tombant sous l'application de la législation nationale sur le repos hebdomadaire, soit comme des heures de travail régies par les dispositions de l'article 6. Ceci ne s'applique pas aux heures faites en vertu des articles 2c, 3, 4 et 5.

*Chemins de fer.*

Il est entendu que les chemins de fer sont soumis à la Convention. Dans la mesure où l'article 5 et l'article 6a ne suffisent pas pour les besoins des chemins de fer, les heures supplémentaires nécessaires à cet effet sont autorisées en vertu de l'article 6b.

*Récupération des heures chômées.*

Il est entendu que lorsque les Etats admettent que des heures soient faites au-

délà de 48 heures par semaine en vue de récupérer les heures chômées pour fêtes locales exclusivement, ces heures doivent être comprises dans le maximum des heures supplémentaires fixé en vertu de l'article 6 et majorées comme telles, conformément au dit article.

#### ART. 14.

1. — Il est entendu que chaque Gouvernement insérera l'article 14 dans sa législation en application de la Convention.

2. — Il est entendu que l'article 14 ne peut être invoqué qu'au cas où l'économie nationale est affectée à un tel point que la vie du peuple est menacée. Cependant, une crise économique ou commerciale qui ne concerne que certaines branches d'industrie ne peut être considérée comme un danger pour la sécurité nationale dans le sens de l'article 14 et, dans ce cas, la suspension de la Convention ne pourrait se justifier.

\*  
\* \*

Il est entendu que les trois textes anglais, français et allemand font foi.

\*  
\* \*

Il est, en outre, entendu que les représentants des gouvernements participant à la Conférence rapporteront à leurs gouvernements respectifs les conclusions ci-dessus auxquelles la Conférence est arrivée, afin que, compte tenu des accords intervenus, ces Gouvernements puissent prendre en considération la question de la ratification de la Convention s'ils ne l'ont pas déjà ratifiée.

Ces mêmes conclusions seront communiquées officiellement au Bureau International du Travail par les soins du Gouvernement Britannique qui a pris l'initiative de la Conférence.

Les représentants des Gouvernements signent le texte ci-dessus comme des extraits du procès-verbal de la Conférence tenue à Londres les 15, 16, 17, 18 et 19 mars 1926.

\*  
\* \*

La Commission a posé à M. le Ministre plusieurs questions relatives à divers articles du budget.

Nous donnons ci-dessous ces questions avec les réponses qui nous ont été fournies :

#### *Ouvriers étrangers.*

#### QUESTION.

M. le Ministre voudrait-il nous dire quel est approximativement le nombre d'ouvriers étrangers travaillant dans nos mines, dans la sidérurgie et dans d'autres usines belges, spécialement dans les provinces du Hainaut, du Limbourg et de Liège.

Si possible, classer par pays d'origine (Italiens, Allemands, etc.).

#### RÉPONSE.

Il est impossible de fournir les statistiques demandées. Sous le régime de la législation existante, les étrangers arrivant en Belgique, n'ont à se munir d'aucune autorisation pour y exercer la profession de leur choix. Il en résulte qu'il

faudrait un recensement pour découvrir le nombre d'étrangers exerçant comme patrons, travailleurs indépendants ou travailleurs salariés, une profession industrielle ou commerciale.

Le Ministre de la Justice surveille et contrôle l'entrée des étrangers en Belgique. Lui seul possède les renseignements quant aux professions des étrangers, munis, dans les formes qu'il détermine, d'une inscription régulière aux registres de la population. Mais, faute de personnel, il n'établit pas de statistiques professionnelles.

Le Ministre de l'Intérieur pourrait recevoir des Administrations *communales* le nombre des étrangers résidant sur leur territoire. Là aussi, la statistique professionnelle serait à faire.

### *Électricité.*

#### QUESTION.

Le Budget comprend divers crédits relatifs à l'électricité : art. 46, 54, etc. Il y a au Département des Chemins de fer un service technique *complet* pour les questions de l'électricité. Les organismes qui seraient créés par le Département de l'Industrie et du Travail ne feront-ils pas double emploi avec celui des Chemins de fer? Ce dernier ne pourrait-il se charger de toutes les questions relatives aux études et aux travaux de l'espèce?

#### RÉPONSE.

L'Office de l'Electricité du Ministère des Chemins de fer a été créé pour s'occuper des installations électriques des Chemins de fer de l'Etat.

Il a pris un certain développement pour l'étude de l'électrification du railway.

Cette question étant restée en suspens, il dispose d'un personnel momentanément surabondant, et c'est pourquoi le soin de faire les enquêtes relatives à l'occupation du domaine public de l'Etat par les lignes électriques lui avait été confié avant le vote de la loi du 10 mars 1923 sur les distributions d'énergie électrique.

L'exécution de cette loi est confiée au Ministère de l'Industrie, du Travail et de la Prévoyance Sociale dans les attributions duquel elle entre tout naturellement, et on ne voit pas en quoi les Chemins de fer ont à s'en occuper.

Cependant, dans un but d'économie, on n'a créé aucun service technique nouveau au Ministère de l'Industrie, du Travail et de la Prévoyance Sociale, mais l'Office de l'Electricité du Ministère des Chemins de fer a été chargé de faire les enquêtes techniques prescrites par la loi du 10 mars 1923 et par les arrêtés d'exécution. Il dispose, en effet, d'un corps d'ingénieurs qui peuvent y consacrer une partie de leur temps. On a ainsi évité un double emploi.

C'est pour indemniser le Département des Chemins de fer de ces frais et en établir la ventilation que l'article 46 du budget prévoit une somme de 50,000 francs.

Cela est du reste renseigné de façon claire au développement du budget.

L'article 54 du budget se réfère au Comité Permanent de l'Electricité.

La consultation de cet organisme est prescrite par la loi.

Il comprend des représentants des industries intéressées et des administrations publiques compétentes.

Le Comité, est, par mesure d'économie, subdivisé en sections permanentes autonomes et en sous-commissions.

La somme prévue à l'article 54 du budget correspond aux jetons de présence et frais de déplacement des membres de ce Comité, indemnités aux secrétaires, frais d'impression et de publication.

Il a été tenu à ce jour 61 séances.

Le recueil contenant la loi et les arrêtés d'exécution doit être publié sous peu.

*Mutualités. — Service médical.*

QUESTION.

Le Gouvernement a nommé une Commission pour chercher un accord entre les médecins et les mutualités

Où en est le travail de cette Commission ?

Est-elle déjà arrivée à des conclusions ? Dans l'affirmative lesquelles ?

Dans la négative, quand pense-t-elle conclure ?

RÉPONSE.

C'est en réponse à une interpellation de M. R. De Bruyn, que M. le Ministre Tschoffen promet la constitution d'une Commission paritaire chargée de fixer les honoraires des médecins. Cette Commission, ajouta M. le Ministre, devra s'occuper non seulement de l'importante question des honoraires, mais aussi du barème spécial pour les mutualistes aisés, de la question du libre choix des médecins et de toute autre question connexe.

Un arrêté royal a, en conséquence, institué une Commission « chargée de présenter des propositions en vue de préciser les rapports à établir entre les associations mutualistes reconnues et les membres du Corps médical ». Son préambule déclare notamment : « Considérant qu'il est d'intérêt général de » de favoriser une entente... notamment en ce qui concerne la rémunération des » soins médicaux... »

Il apparaissait donc que la question des honoraires devait faire l'objet des préoccupations principales de la Commission

Mais, *dès la première séance*, la Commission décida d'examiner la *question du libre choix* avant toute autre question et notamment avant celle relative aux honoraires.

La Commission a tenu 12 séances; ci-dessous le résultat de ces travaux jusqu'à ce jour :

En ce qui concerne la *médecine générale*, la Commission admet le *libre choix*, sauf à en surveiller l'application par un *médecin conseil* dont elle définit le rôle.

La Commission reconnaît aux mutualités le droit de créer des cliniques et des polycliniques.

*L'activité des cliniques et polycliniques sera limitée à un service de dépistage, elle ne pourra ainsi comprendre un service de médecine générale.*

Elle a adopté, en outre, en première lecture, le règlement suivant en ce qui concerne l'organisation du service spécialités et opérations :

ARTICLE PREMIER. — 1. Les mutualités auront le libre choix entre les hôpitaux et cliniques agréés par la Commission médico-mutualiste.

2. L'agrément sera accordée par la Commission médico-mutualiste, instituée par le Ministère de l'Industrie et du Travail, sur rapport circonstancié du service médical de l'Inspecteur du Travail.

3. Pour être agréés, les dits hôpitaux et cliniques devront réunir les conditions *sine qua non* suivantes :

a) être outillés et aménagés de telle façon que les mutualistes puissent y recevoir des soins dans des conditions irréprochables;



b) admettre la visite du médecin-inspecteur de la mutualité qui aura le droit d'assister aux opérations et de remplir sa mission de contrôle auprès des mutualistes en traitement. Il est entendu que préalablement à l'opération et, sauf urgence absolue, l'intervention du médecin-inspecteur, en consultation, pourra être réclamée par la mutualité;

c) accepter le tarif fixé par la Commission médico-mutualiste pour le service spécialité et opération;

d) soumettre éventuellement, à la demande d'un médecin-inspecteur de la mutualité, des pièces anatomiques ou autres prélevées au cours d'opérations ou d'examen à un laboratoire d'anatomie pathologique ou de bactériologie (ex. laboratoire provincial ou d'université pour analyse bactériologique ou analyse des tumeurs ;

e) remplir le carnet sanitaire du mutualiste ou transmettre copie de la feuille de clinique du mutualiste en traitement au service d'inspection médicale de la mutualité;

Pour le service des spécialités, les mutualistes auront le libre choix entre médecins spécialistes qui acceptent d'assurer le service spécialiste des mutualités, mais, d'autre part, la mutualité, par l'intermédiaire de son médecin-inspecteur, aura droit de regard sur l'opportunité de la fréquence des visites, des opérations ou des traitements coûteux.

Les interventions chirurgicales devront se faire dans les hôpitaux ou cliniques agréés pour le service des mutualités.

Les contestations entre médecins traitants et médecins-inspecteurs seront soumises à la Commission paritaire régionale.

\* \* \*

La Commission a discuté, en outre, la question de la composition et du fonctionnement des Commissions mixtes; voici ce qu'elle a admis sur ce point :

A. Il est institué dans chaque province au moins, une Commission mixte. Cette Commission aura à la demande, soit de groupements mutualistes, soit de médecins traitant pour ces groupements :

1° A établir les tarifs régionaux, basés soit sur la rétribution forfaitaires, soit par vacation, soit par les deux systèmes combinés, pour les honoraires des médecins qui acceptent de soigner les mutualistes ;

2° A homologuer les contrats établis par les Sous-Commissions locales (dont il est parlé plus loin et réglant tous les rapports entre groupements mutualistes et groupements médicaux ;

3° A connaître les conflits qui pourraient survenir;

4° A examiner toutes les questions relatives au fonctionnement des mutualités dans leurs rapports avec les médecins.

B. — 1° « Le Corps Médical sera représenté au sein des Commissions provinciales par 4 médecins choisis par les Unions professionnelles médicales reconnues de la province, parmi les médecins au courant des questions mutualistes et sociales.

» Les mutualités pourront se faire assister aux réunions par leur médecin-conseil, celui-ci ayant voix consultative seulement.

2° La nomination des membres des commissions sera faite par le Ministre.

» Les présentations auront lieu sur une liste double de candidats. »

C. — Les fonctions de président des Commissions Provinciales seront assumées par l'Inspecteur Provincial du Travail. Il sera désigné par le Ministre.

Les décisions devront être prises à l'unanimité. En cas de désaccord, il pourra être fait appel auprès de la Commission supérieure.

La Commission espère terminer ses travaux à bref délai. La majorité estime, en effet, que le taux des honoraires doit être déterminé par les commissions mixtes provinciales.

#### *Accidents du travail.*

#### QUESTION.

M. le Ministre voudrait-il nous dire où en est la question de la revision de la loi de 1903 sur les accidents du travail? A quel point est arrivé le travail parlementaire?

#### RÉPONSE.

Un projet de loi portant revision des lois des 24-décembre 1903, 27 août 1919 et 7 août 1921 sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail a été déposé par le Ministre de l'Industrie et du Travail à la Chambre des Représentants, le 26 février 1924.

Ce projet est devenu caduc par suite de la dissolution des Chambres législatives. Il a été remanié afin, notamment, de mettre son texte en harmonie avec celui des projets de conventions et de recommandations adoptés en 1923 par la Conférence Internationale du Travail, siégeant à Genève. Je compte pouvoir, dans un bref délai, déposer le texte définitif sur le bureau de la Chambre des Représentants.

#### BUDGET.

#### (ART. 2.)

#### QUESTION.

Combien y a-t-il eu de missions à l'étranger pour 1923?

#### RÉPONSE.

Les missions effectuées à l'étranger en 1923 pour compte du Département ont occasionné une dépense totale de fr. 463,783.95 suivant détail ci-après :

|                                                                                                   |              |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------|
| Ministre. — Visite à l'Exposition des Arts décoratifs de Paris . . . . .                          | fr. 303.00   |
| » Inauguration du Pavillon Belge à l'Exposition des Arts décoratifs de Paris . . . . .            | fr. 460.00   |
| » Visite à la Foire commerciale de Luxembourg. . . . .                                            | 2,945.50     |
| Deux fonctionnaires du Service Géologique : Mission scientifique en Hollande. . . . .             | fr. 247.74   |
| Un fonctionnaire : Délégué à la Commission Electrotechnique Internationale à La Haye . . . . .    | fr. 267.60   |
| Un fonctionnaire : Mission à l'Exposition de Wembley . . . . .                                    | 2,261.95     |
| Deux fonctionnaires : Mission à la Foire commerciale de Luxembourg . . . . .                      | fr. 1,406.65 |
| Un fonctionnaire : Conférence Internationale des Grands Réseaux à Haute tension à Paris . . . . . | fr. 437.50   |

|                                                                                                                                                                                                         |           |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|
| Un fonctionnaire : Conférence Internationale de la Propriété industrielle à La Haye . . . . . fr.                                                                                                       | 4,160.10  |
| Un fonctionnaire : Mission à Prague (reconnaissance des poinçons d'épreuves belges en Tchéco-Slovaquie) . . . . . fr.                                                                                   | 2,179.27  |
| Trois délégués dont un fonctionnaire : Enquêtes à Paris au sujet du cahier des charges type des distributions d'énergie électrique . . . . .                                                            | 639.70    |
| Un fonctionnaire : Paris. <i>Modus Vivendi</i> Franco-Belgé. . . . . fr.                                                                                                                                | 419.55    |
| Deux fonctionnaires : Genève. Conférence des Statisticiens du Travail . . . . . fr.                                                                                                                     | 4,999.70  |
| Un fonctionnaire : Berne et Rome. Session de l'Association internationale pour la protection légale des travailleurs et 16 <sup>e</sup> session de l'Institut international de statistique. . . . . fr. | 4,000.00  |
| Un fonctionnaire : Paris et Amiens. Mission pour le Service des Pensions de Vieillesse. . . . .                                                                                                         | 906.05    |
| Deux fonctionnaires : Amsterdam. Congrès International des Médecins des accidents du travail et des maladies professionnelles . . . . .                                                                 | 1,718.18  |
| Un fonctionnaire : Berlin. Négociations économiques belgo-allemandes . . . . .                                                                                                                          | 12,171.—  |
| Un fonctionnaire : Prague. Négociations économiques belgo-tchécoslovaques. . . . .                                                                                                                      | 5,027.22  |
| Cinq délégués, dont deux fonctionnaires : Paris. 6 Missions à l'Exposition des Arts décoratifs de Paris . . . . .                                                                                       | 2,317.70  |
| Total . . . fr.                                                                                                                                                                                         | 43,868.41 |

Si ces missions avaient été accomplies en 1926, la dépense en résultant aurait dû être mise à charge du crédit formant l'article 14 du projet de budget.

Il a été dépensé, en outre, en 1925, pour missions incombant à des crédits spéciaux :

|                                                                                                                                |            |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|
| Personnel enseignant des écoles techniques : Visite à l'Exposition des Arts Décoratifs de Paris . . . . .                      | 39,082.65  |
| Délégués du Gouvernement au Bureau International du Travail : quatre missions à Genève . . . . .                               | 7,879.79   |
| Délégués et Conseillers techniques belges à la Conférence internationale du Travail : Genève . . . . .                         | 69,022.50  |
| Un architecte délégué pour la construction du Pavillon belge à la Foire commerciale de Milan : Deux missions à Milan . . . . . | 3,930.60   |
| Total . . . fr.                                                                                                                | 163,783.95 |

#### QUESTION.

Les fonctionnaires envoyés en mission à l'étranger reçoivent-ils, en dehors de leurs frais de voyage et de séjour, une allocation spéciale ?

#### RÉPONSE.

Aucune allocation spéciale n'est accordée aux fonctionnaires du Département envoyés en mission à l'étranger. Leurs frais de voyage et de séjour sont remboursés conformément à l'Arrêté royal du 23 janvier 1923, applicable à tous les Départements ministériels.

## ART. 5.

La Commission exprima de nouveau le vœu de voir étudier la possibilité de créer une bibliothèque centrale pour tous les Départements afin d'éviter les achats par chacun d'eux en particulier d'ouvrages d'utilité générale.

Il n'y aurait pas d'inconvénient à ce qu'en dehors de cette bibliothèque centrale, il y eût dans chaque Département une bibliothèque technique destinée surtout à rendre des services à un ministère déterminé.

## ART. 14.

## QUESTION.

Préciser la diminution du crédit : 2,000 francs ?

## RÉPONSE.

Ce crédit est destiné à couvrir la quote-part du Département dans les frais d'organisation, par le Ministère des Finances, des cours de flamand pour le Personnel des diverses administrations. Cette quote-part qui s'était élevée, en 1923, à fr. 2,383.44, n'a atteint, en 1924, que fr. 642.92.

C'est pour cette raison que les prévisions de l'exercice 1926 ont été ramenées de 3,000 francs à 1,000 francs.

## ART. 24.

## QUESTIONS.

Pourquoi parle-t-on d'une allocation *fixe* pour frais de déplacements. Ces déplacements sont-ils connus d'avance ?

Pouvons-nous connaître approximativement les déplacements effectués en 1924 et 1925 ?

## RÉPONSES.

Il s'agit d'un forfait pour les Ingénieurs principaux en service général, pour les Ingénieurs en Chef, Inspecteurs Généraux et Directeur général.

Ces déplacements ne sont pas connus d'avance ; ils dépendent des nécessités du service.

Les fonctionnaires intéressés n'ont pas de raison de conserver les notes relatives à ces déplacements.

La question des sommes forfaitaires pour déplacements a déjà été soulevée à diverses reprises, et l'opportunité de cette façon de procéder a été reconnue notamment par une circulaire du Premier Ministre, Ministre des Finances, en date du 24 janvier 1923 (Secrétariat Général, 3<sup>e</sup> Section, n° 439).

## ARTICLE 26.

## QUESTION.

Quelques précisions s. v. p. sur ces allocations *fixes* pour frais de bureau.

## RÉPONSE.

Il s'agit de frais de bureau de 10 Ingénieurs en Chef à raison de 2,250 francs et de 2 Inspecteurs Généraux, à raison de 2,500 francs.

Ces frais servent à payer le local, le chauffage, entretien, fournitures de bureau, etc.

Les dépenses réelles sont de beaucoup supérieures aux sommes allouées; les intéressés ont réclamé à diverses reprises, et il y a actuellement un projet d'arrêté portant ces indemnités uniformément à 3,000 francs, qui est soumis au Comité consultatif des traitements siégeant au Ministère des Finances.

#### ARTICLE 28.

#### *Annales des Mines de Belgique.*

#### QUESTION.

- 1) Le Secrétaire et les collaborateurs sont-ils agents du Corps des Mines? ou des agents spéciaux?
- 2) Comment cette somme de 38,000 francs est-elle partagée?
- 3) Combien d'abonnements?
- 4) Que rapportent ces abonnements?

#### RÉPONSE.

Le Secrétaire des *Annales des Mines* fait partie du Corps des Mines; il est indispensable que ce soit un Ingénieur de ce Corps attaché à la Direction Générale des Mines.

La collaboration à cette revue est accessible à toute personne compétente.

La somme de 38,000 francs comprend une indemnité de 2,000 francs au Secrétaire, et de 650 francs au Secrétaire-adjoint. Le reste sert à rémunérer les collaborateurs, suivant l'importance des travaux publiés.

L'Administration passe, avec l'éditeur, un contrat, en vertu duquel ce dernier fournit gratuitement à la première, 275 exemplaires de chaque livraison, ainsi que des tirés à part des articles publiés. L'Administration ne paie donc pas l'impression; mais, par contre, l'éditeur touche le montant des abonnements.

*La Commission propose de diminuer le crédit de 10,000 francs et de le porter à 28,000 francs au lieu de 38,000 francs.*

#### ART. 40.

#### *Service géologique.*

#### QUESTION.

Préciser : Indemnités *variables*, s'il vous plaît?

#### RÉPONSE

La somme de 1,000 francs est une prévision pour rémunérer des travaux supplémentaires que le personnel pourrait être appelé à effectuer en dehors des prestations normales.

*La Commission propose la suppression de ce crédit de 1,000 francs qu'elle ne trouve pas justifié.*

#### ART. 43a.

#### QUESTION.

Quelles sont ces indemnités?

## RÉPONSE.

Les indemnités prévues à cet article servent à rémunérer le président et le secrétaire du Conseil, ainsi que l'attaché au Secrétariat, respectivement à raison de 1,500 francs, de 2,420 francs et de 500 francs, pour la besogne supplémentaire que comporte pour eux la préparation des travaux de ce conseil.

*La Commission propose la suppression de ce crédit de 4,420 francs qu'elle ne trouve pas justifié.*

## ART. 104.

Indemnités aux fonctionnaires de l'Administration des Contributions chargés de la réception et de l'instruction des demandes de pension, majorations et allocations gratuites et du paiement des arrérages 725,000 francs.

La Commission a demandé la répartition et la justification de ce crédit. Voici les renseignements obtenus.

I. *Receveurs des contributions.*

180,000 francs pour la réception des demandes de pension de vieillesse. Il est accordé une indemnité de 3 francs par demande de pension introduite.

365,000 francs pour le paiement des pensions. Une indemnité de 25 centimes est allouée par quittance trimestrielle. Outre le paiement normal, nous aurons en 1926 le paiement complémentaire à faire par suite de la revision général (loi du 10 décembre 1924).

II. *Contrôleurs des contributions.*

180,000 francs pour l'instruction des demandes de pension de vieillesse. Il est accordé une indemnité de 3 francs, tant pour les demandes de revision que pour les premières demandes.

## ART. 121.

Le Sénat a adopté un amendement augmentant de 450,000 francs le crédit prévu à cet article.

La note explicative est libellée comme suit : « Afin de pouvoir accorder des subsides complémentaires à certaines caisses nationales s'occupant de la lutte contre la tuberculose ».

La Commission, par 5 voix contre 4, marque son désaccord au sujet des mots : « à certaines caisses nationales ».

*Habitations à bon marché.*

## QUESTION.

1) Combien de demandes de primes ont été introduites jusqu'ici (données par année)?

2) Combien de primes ont été accordées?

3) Combien sont liquidées et payées?

4) Quelles mesures le Ministre compte-t-il prendre pour activer le paiement des primes non encore liquidées?

5) Se propose-t-il de demander de nouveaux crédits à cette fin?

6) Dans la négative, a-t-il des crédits suffisants pour satisfaire à toutes les demandes en règle avec les règlements?

## RÉPONSE.

## Exécution de l'arrêté royal du 14 août 1922.

*Primes allouées aux personnes de la classe peu aisée  
qui se sont fait édifier une habitation à bon marché.*

## 1. Demandes introduites en vue de l'obtention de la prime :

En 1922 : (août à déc.) 3,620 demandes, soit une moyenne de 190 par semaine.

En 1923 : 4,687 » » 90 »

En 1924 : 6,437 » » 138 »

En 1925 : 10,717 » » 206 »

En 1926 : (2 mois) 1,861 » » 230 »

Au total . . . 27,322 demandes ont été introduites du 14 août 1922 au 28 février 1926.

## 2. Nombre et montant des primes liquidées ou en liquidation jusqu'à fin février 1926 :

|                      | Nombre. | Montant.  | Montant par mois. |
|----------------------|---------|-----------|-------------------|
| En 1923 . . . fr.    | 856     | 2,139,150 | 178,000           |
| En 1924 . . . .      | 2,881   | 7,000,000 | 583,000           |
| En 1925 . . . .      | 3,681   | 9,121,150 | 760,000           |
| En 1926 (2 mois) . . | 1,008   | 2,515,800 | 1,257,000         |

Soit au total . . . fr. 8,426 20,776,100

La moyenne du montant de la prime est de 2,468 francs.

3. Nombre de dossiers pour lesquels les formalités préliminaires d'instruction ont été accomplies par les Comités de Patronage et par les sociétés de crédit et qui pour 90 p. c. peuvent être soumis à la procédure définitive de la liquidation : 2,000 pour un total de près de 5,000,000 de francs.

4. Lorsque ces 2,000 primes seront liquidées, les crédits de 1926 seront complètement épuisés.

Les crédits prévus au budget de 1926 permettront encore la liquidation d'environ 2,000 primes. Cette liquidation sera terminée probablement au mois d'août prochain. Le Gouvernement ayant décidé d'octroyer 15,000 primes, pour tenir ses promesses, il restera environ 4,500 primes à liquider, ce qui représente une dépense d'environ 11,250,000 francs.

L'examen, la mise en ordre de ces dossiers sera continuée sans arrêt. Le paiement même des primes sera repris au début de 1927 jusqu'à épuisement du crédit prévu au budget de cette année.

Ce crédit sera fixé selon les probabilités budgétaires et des besoins.

AMENDEMENTS PROPOSÉS  
PAR LA COMMISSION.

ART. 28. — Porter le crédit à 28,000 fr. au lieu de 38,000 francs.

ART. 40. — Supprimer le crédit de 1,000 francs.

AMENDEMENTEN VOORGESTELD  
DOOR DE COMMISSIE.

ART. 28. — Het crediet te brengen op 28,000 frank in de plaats van 38,000 frank.

ART. 40. — Het crediet van 1,000 frank in te trekken.

ART. 43a. — Réduire le crédit de 3,500 francs.

ART. 121. — Supprimer dans la note explicative les mots « à certaines caisses nationales ».

ART. 43a. — Het crediet te verminderen tot op 3,500 frank.

ART. 121. — In de verklaringsnota de woorden : « aan sommige nationalekassen » te laten wegvallen.

La Commission a approuvé le budget et le rapport à l'unanimité.

*Le Rapporteur,*

HENRI HEYMAN.

*Le Président,*

M. PIRMEZ.





# Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 18 MAART 1926.

## Begrooting

van het Ministerie van Nijverheid, Arbeid en Sociale Voorzorg  
voor het dienstjaar 1926 <sup>(1)</sup>.

### VERSLAG

NAMENS DE BIJZONDERE COMMISSIE (2), UITGEBRACHT DOOR DEN HEER HEYMAN.

MIJNE HEEREN,

De eerst-neergelegde begrooting van het Ministerie van Nijverheid, Arbeid en Sociale Voorzorg bedroeg in uitgaven 284,632,159 frank, verdeeld als volgt : voor de gewone uitgaven 229,877,420 frank en voor de uitzonderlijke uitgaven 54,754,739 frank.

In de Senaatsvergadering van 15 December 1925, legde de Regeering eene reeks amendementen neder op de begrooting, die eene vermindering daargestelden van 5,175,000 frank.

Zoo werd de begrooting teruggebracht tot 279,457,159 frank, waarvan 228,752,420 frank voor de gewone uitgaven en 50,704,739 frank voor de uitzonderlijke uitgaven.

De begrooting van 1925 bedroeg in uitgaven 226,150,928 frank. Bijgevolg bedragen de meerdere voorziene uitgaven voor 1926 : 279,457,159 — 226,150,928 = 53,306,231 frank.

Deze vermeerdering is in hoofdzaak toe te schrijven : 1° aan de uitgaven welke door de toepassing der nieuwe ouderdomspensioenwet zullen vereischt worden ; 2° aan de overdracht van de buitengewone begrooting op de gewone begrooting der credieten voor het bouwen van goedkope woningen.

### ALGEMEENE VRAAGSTUKKEN.

Ons verslag sluit aan bij datgene neergelegd in den Senaat door den weled. Heer Ridder de Gellinck d'Elseghem (zie n° 5-X. van den Senaat).

(1) Begrooting, door den Senaat overgemaakt, n° 4-x.

(2) De Bijzondere Commissie, voorgezeten door den heer Pirmez, bestond uit :

a) de leden der Bestendige Commissie voor den Handel, de Nijverheid, den Arbeid en Sociale Verzekeringen en Voorzorg : De heeren Boël, Debaecker, De Bruycker, Delattre, Mam-

Dit verslag, n° 227, werd rondgedeeld op 2 April 1926.  
(Art. 4 van het Besluit der Kamer, betreffende het onderzoek der begrootingen.

Delattre,

# Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 18 MAAKT 1926.

## Begrooting

van het Ministerie van Nijverheid, Arbeid en Sociale Voorzorg  
voor het dienstjaar 1926 (1).

### VERSLAG

NAMENS DE BIJZONDERE COMMISSIE (2), UITGEBRACHT DOOR DEN HEER HEYMAN.

MIJNE HEEREN,

De eerst-neergelegde begrooting van het Ministerie van Nijverheid, Arbeid en Sociale Voorzorg bedroeg in uitgaven 284,632,139 frank, verdeeld als volgt : voor de gewone uitgaven 229,877,420 frank en voor de uitzonderlijke uitgaven 54,754,739 frank.

In de Senaatsvergadering van 13 December 1925, legde de Regeering eene reeks amendementen neder op de begrooting, die eene vermindering daarstelden van 3,175,000 frank.

Zoo werd de begrooting teruggebracht tot 279,457,139 frank, waarvan 228,752,420 frank voor de gewone uitgaven en 50,704,739 frank voor de uitzonderlijke uitgaven.

De begrooting van 1925 bedroeg in uitgaven 226,150,928 frank. Bijgevolg bedragen de meerdere voorziene uitgaven voor 1926 : 279,457,139—226,150,928 = 53,306,231 frank.

Deze vermeerdering is in hoofdzaak toe te schrijven : 1° aan de uitgaven welke door de toepassing der nieuwe ouderdomspensioenwet zullen vereischt worden ; 2° aan de overdracht van de buitengewone begrooting op de gewone begrooting der credieten voor het bouwen van goedkoope woningen.

### ALGEMEENE VRAAGSTUKKEN.

Ons verslag sluit aan bij datgene neergelegd in den Senaat door den weled. Heer Ridder de Gellinck d'Elseghem (zie n° 3-X. van den Senaat).

(1) Begrooting, door den Senaat overgemaakt, n° 4-x.

(2) De Bijzondere Commissie, voorgezeten door den heer Pirmez, bestond uit :

a) de leden der Bestendige Commissie voor den Handel, de Nijverheid, den Arbeid en Sociale Verzekeringen en Voorzorg : De heeren Boël, Debacker, De Bruycker, Delattre, Delor, Delvigne, Dierkens, Falony, Heyman, Pirmez, Libbrecht, Mampae, Pater, Pecher, Uytroever, Van Caenegem, Vergels.

b) Zes leden door de Afdelingen benoemd : de heeren Feuillien, Delattre, De Bruyne (Aug.), Van Belle, Boens, Uytroever.

Verschillende vraagstukken door hem behandeld zullen, niettegenstaande hun hoge belangrijkheid, door ons niet meer worden aangeraakt, omdat wij ons bij de meeste besluiten van den achtbaren verslaggever volledig aansluiten. Het zou ons niet mogelijk zijn vooral het administratief gedeelte van het budget beter te behandelen als zulks door den Weled. Heer de Gellinck d'Elseghe gedaan werd. Onze gearchte Collegas zullen dan ook wel ons verslag willen beschouwen als een vollediging, als een aanvulling van het verslag dat door de Senaats-commissie werd opgemaakt.

Wij zouden nochtans in ons verslag op de eerste plaats enkele vraagstukken willen onderlijnen van algemeen belang.

Er zijn belangrijke vraagstukken waarop het Ministerie van Nijverheid, Arbeid en Sociale Voorzorg, evenals de wetgever, het oog moeten houden, en waarvan de oplossing binnen korten tijd moet worden voorzien. Wij bedoelen vooral de verplichte verzekering tegen de onvrijwillige werkloosheid en de regeling van de arbeidsconflicten.

#### *1° De verplichte verzekering tegen onvrijwillige werkloosheid.*

Sedert vele jaren hebben de openbare machten, Staat, Provinciën en Gemeenten, de verzekering tegen de onvrijwillige werkloosheid aangemoedigd. Deze beweging ontwikkelde zich vooral na den oorlog en, te oordeelen naar de bekomen uitslagen, moet men erkennen dat zij beantwoord heeft aan de verwachting. Zes honderd duizend verzekerden, 83 werklozenfondsen die 1,119 gemeenten van de 2,638 van het land groepeeren en die voor 10 t. h. van het bedrag van de vergoedingen, betaald door het Nationaal Crisisfonds aan zijne bestuursonderhoorigen, tusschenkomen; — men weet dat alleen aan de inwoners van de gemeenten die voor 10 t. h. tusschenkomen, de toelagen van het Nationaal Crisisfonds worden verleend — dit is de zeer verheugende slotsom van de pogingen gedaan voor de werklozenverzekering in ons land.

Voor deze zes honderd duizend verzekerden zou de wet slechts een bestaanden toestand bekrachtigen, en, wanneer men rekening houdt met het aanzienlijk getal arbeiders van de openbare diensten die eene vaste benoeming hebben, en met andere reeksen van arbeiders voor dewelke men aan geene wettelijke verplichting kan denken, komt men tot het besluit dat de verplichting zich te verzekeren slechts de minderheid der Belgische arbeiders zou treffen.

Belangrijke minderheid, zal men met een schijn van waarheid zeggen. In werkelijkheid is deze minderheid kleiner dan men denkt. Zij bestaat hoofdzakelijk uit arbeiders die de gemeenten bewonen welke niet voor de hooger genoemde 10 t. h. tusschenkomen. Het bewijs is daar, wanneer men weet dat 97 1/2 t. h. van de verzekerden, dus 39 op 40, de gemeenten bewonen die de 10 t. h. betalen. Het kan niet betwijfeld worden dat, indien alle gemeenten het voorbeeld van deze laatsten hadden gevolgd, het getal verzekerden tegen de onvrijwillige werkloosheid merkkelijk hooger zou zijn dan het reeds zoo indrukwekkend cijfer dat thans bereikt is. Wij kunnen er bij voegen dat de praktijk van de werkloosheidsverzekering in België genoeg juiste aanwijzingen heeft gegeven om duidelijk te weten in welken zin wij moeten voortgaan.

Men mag ook niet vergeten dat met deze wet aan te nemen België gevolg zou geven aan de aanbeveling in zake werkloosheidsverzekering, aangenomen door de eerste Internationale Arbeidsconferentie, gehouden te Washington in 1919, en dat het daarin enkel het voorbeeld zou volgen van vele andere landen, name-

lijk : Oostenrijk, Denemarken, Noorwegen, Tsjecho-Slowakije, Engeland, Polen, Zwitserland.

Sedert eenigen tijd schijnt de werkloosheid, die ons in zekeren zin reeds had bedreigd van af 1921, te willen aangroeien. Sommige economen, en niet van de minsten, vreezen eene economische malaise als gevolg van de muntstabilisatie. Iedereen overigens voorziet dat moeilijkheden zullen voortvloeien uit de aanpassing van onze nationale economie aan den nieuwen financieelen toestand. Men mag dus zeer terecht eene heropleving van de werkloosheid vreezen, en dit zet er ons toe aan, op het oogenblik dat wij door de stabilisatie van de Staatsfinanciën in de toekomst meer zekerheid aan het meerendeel onze medeburgers schenken, ten voordeele van de arbeiders maatregelen te vragen die de ellende, die hen zou kunnen treffen, kan verlichten.

### *De verzoening in de arbeidsgeschillen.*

Wij hebben gesproken over de economische malaise die de werkloosheid dreigt uit te breiden. Iedereen weet dat de arbeidsgeschillen het menigvuldigst en het ergst zijn in de tijden van economische moeilijkheden. De werkstaking, die twee maanden duurde in de metaalnijverheid, en deze van 8 1/2 maanden in de ijzerindustrie van het bekken van Charleroi en van het Centre liggen te kort achter ons om reeds vergeten te zijn.

Sedert talrijke maanden bestaan er ernstige moeilijkheden in de gemengde commissie van de mijnen, veroorzaakt door de malaise waarin onze kolenindustrie verkeert, en zoo er geen ernstige geschillen zijn opgerezen is dit enkel te danken aan den geest van toenadering waarvan de betrokken partijen blijk hebben gegeven.

En nu is er een ernstig geschil opgerezen in de steengroeven van Lessen, waarin meer dan 5,000 werklieden betrokken zijn, een geschil dat volgens degenen, die de toestanden kennen, van langen duur zal wezen.

Het belang van het land, van den socialen vrede, de verwezenlijking van het financieel programma van de Regeering, waarvoor kalnte en economische vastheid noodig zijn, maken het invoeren van een stelsel van verzoening, waardoor de arbeidsgeschillen in de ruimst mogelijke mate worden beperkt, dringend noodzakelijk.

Hier ook moeten wij zeggen dat wij enkel het voorbeeld volgen van vele andere landen, Holland, Noorwegen, Duitschland, enz., waar de verzoening zeer gelukkige uitslagen heeft opgeleverd.

Sommigen zullen misschien denken dat wij, met een stelsel van verzoening te eischen, het vroegere artikel 13 van het Nationaal Crisisfonds willen herstellen waardoor de uitkeering van de toelagen van het Nationaal Crisisfonds voorzien werd ten gunste van de stakende of uitgesloten werklieden die de tusschenkomst inroepen van verzoeningsorganismen en scheidsrechters, en zich gedragen naar de adviezen van deze instellingen.

Wij verklaren met nadruk dat dit ons inzicht niet is. Zeker, wij begrijpen dat men voor de stakers en de uitgeslotenen, die zich aan al de voorgeschreven formaliteiten zouden hebben onderworpen, de tegemoetkomingen voorstelt van het Nationaal Crisisfonds. Maar onze eerste en bijzonderste zorg is : te komen tot de invoering van een stelsel van verzoening in de arbeidsconflicten, waardoor deze zooveel mogelijk verminderd worden en waardoor nieuwe grondslagen van socialen vrede en samenhoorigheid worden gelegd tusschen al de deelnemers aan de productie.

Dit doel is zoo edel dat al degenen die bekommerd zijn om den voorspoed van het land er zich kunnen bij aansluiten.

### DE OUDERDOMSPENSIOENEN.

Door verscheidene leden der Commissie werd bitter geklaagd over de laat-tijdige uitbetaling der ouderdomspensioenen. Zoo werden voorbeelden aangehaald van pensioensaanvragen welke in Januari 1925 werden ingediend, welke in Juli 1925 werden goedgekeurd door den heer Controleur der belastingen en die nog steeds niet werden uitbetaald.

De wensch werd uitgedrukt dat de bestuurlijke voorschriften en verplichtingen op dat gebied merkelyk zouden vereenvoudigd worden.

Het scheen de Commissie toe, dat een ernstige contrôle tot het vóórkomen der misbruiken gemakkelijk zou kunnen overeengebracht worden met het afschaffen van menig bestuurlijk voorschrift, dat geweldige vertraging brengt in het uitbetalen der ouderdomspensioenen, vooral wanneer men overdenkt met hoeveel ongeduld de oudjes soms op de uitbetaling van hun pensioen wachten.

Er werd door de Commissie ook de vraag gesteld of het niet mogelijk zijn zou de bepaling der wet van 1922 op de ouderdomspensioenen terug toe te passen, waardoor aan de erfgenamen van een pensioengerechtigde de achterstallen werden uitbetaald wanneer de belanghebbende, wiens pensioen was goedgekeurd en toegestaan, stierf vóór dat de uitbetaling had plaats gehad.

Terecht werd opgemerkt dat deze erfgenamen, in het vooruitzicht van het toegestaan pensioen, heel dikwijls in het onderhoud van de ouderlingen voorzagen en het dus maar billijk zijn zou de niet betaalde pensioengedeelten als een gewettigde vergoeding aan deze erfgenamen uit te betalen.

Ook betreffende de toepassing der nieuwe wetten van 10 December 1924 en 10 Maart 1925 werden door de Commissie verscheidene vragen gesteld. De achtbare heer Minister stuurde ons, als antwoord op de door ons gestelde vragen, de onderstaande nota, die al de gevraagde inlichtingen bevat.

#### 1<sup>o</sup> Kostelooze pensioenen.

1<sup>o</sup> Herziening van alle pensioenaanvragen, ingediend sedert 1 Januari 1921, met het oog op de toepassing der ruimere vrijstellingen door de wet van 10 December 1924 voorzien.

Het dossier van al de ouderlingen die het maximumbedrag van het pensioen niet genieten en van al degenen die eene weigering opliepen, zal *van ambtswege* herzien worden door den dienst. De belanghebbenden hoeven dus geene ambtelijke voorschriften te dien einde in acht te nemen.

Deze herziening betreft 350,000 dossiers ; het gaat hier dus om een zeer aanzienlijk werk. Wij hopen dat het einde Juli zal geëindigd zijn. Welke de datum van uitgifte van den nieuwen pensioenstittel trouwens ook zij, het besluit zal van kracht zijn op 1 Januari 1926. De toelage die eventueel zou verschuldigd zijn ten gevolge van de herziening zal dus aan de huidige rechthebbenden uitbetaald worden voor de sedert dien datum vervallen driemaandelijksche termijnen.

2<sup>o</sup> De ouderlingen, geboren in den loop van het vierde trimester 1860 en in den loop van de twee eerste trimesters van het jaar 1861, zullen hunne pensioensaanvraag vanaf de eerste dagen van de maand Maart 1925 mogen indienen. Op dat oogenblik zullen de ontvangers der belastingen in het bezit zijn van de nieuwe formulieren. De aanvragers zullen, zooals in het verleden, zich moeten

wenden tot den ontvanger der belastingen. Wij zullen deze ambtenaren uitnoodigen, om zich met de gemeentebesturen te verstaan, ten einde daartoe bijzondere vergaderingen te houden, waarvan de datum door den burgemeester aan de belanghebbenden zal medegedeeld worden.

Een groot aantal aanvragen zullen op dat tijdstip ingediend worden, 20,000 ongeveer; de contrôleurs der belastingen zullen dus over tijd moeten beschikken om ze te onderzoeken, evenals mijn departement tijd zal noodig hebben om de pensioenstittels op te maken. Hier ook moet men geduld oefenen: maar welke de datum van de uitgifte ook zij, de beslissing zal hare uitwerking hebben vanaf het trimester volgende op het kwartaal gedurende hetwelk de ouderlingen den leeftijd van 65 jaar zullen bereikt hebben. Dus zullen de onderlingen, geboren in den loop van het vierde kwartaal 1860, hun pensien van 1 Januari 1926 af ontvangen. Het maximumbedrag van het pensioen werd op 720 frank vastgesteld voor al de gemeenten van het land en het zal toepasselijk zijn op de oudere zoo-wel als op de nieuwe rechthebbenden.

Er wordt *allen* aangeraden zich niet te wenden tot het Ministerie om inlichtingen betreffende de pensioenen te bekomen. Wij willen met spoed handelen; elke briefwisseling maakt opzoeking noodzakelijk en het gevolg hiervan is dat het personeel aan het werk gehouden wordt, zonder dat de meerderheid van de ouderlingen daaruit voordeel halen.

**2° Het in toepassing stellen van de wetten van 10 December 1924  
en van 10 Maart 1925.**

Het in toepassing stellen van deze twee wetten heeft den dienst der ouderdomspensioenen een zeer aanzienlijken buitengewonen arbeid opgelegd, dien hij tegelijkertijd als het gewoon werk ten uitvoer brengen moest.

Het drukken van de kaarten en formulieren kon niet geschieden binnen de verwachte termijnen: als men de ontzaglijke hoeveelheid van de te leveren drukwerken zal kennen, zal men die vertraging begrijpen.

Er waren noodig:

- a) voor de rechthebbenden: 3,000,000 kaarten;
- b) voor de mutualistische verzekerden: 1,000,000 en voor de bedienden: 500,000.

Elk der 40 formulieren (verklaring en getuigschriften) werd op 500.000 exemplaren gedrukt.

Het drukken der zegels onderging insgelijks een zekere vertraging; de werkplaats te Mechelen waar zij vervaardigd werden moest tegelijkertijd drukken: de pensioenzegels, de « tuberculose »-postzegels, de nieuwe postkaarten met nieuwe fiskale waarden en de « geteisterden »-postzegels.

**PENSIOENZEGELS.**

a) De zegels tot vaststelling van de *verplichtende persoonlijke en werkgeversbetalingen van de rechthebbende werklieden en bedienden* moeten zich thans in al de postburelen bevinden. Zoo een postbureau er geene bezit, dan is de ontvanger daarvoor alleen verantwoordelijk; overeenkomstig de verkregen onderrichtingen mag deze niet wachten tot zijn voorraad uitgeput is; hij moet er een nieuwen vragen aan het zegeldepot te Mechelen.

b) De zegels tot vaststelling der betalingen *door de mutualistische verzekerden gedaan*, zullen te koop gesteld worden in de postburelen, den 25<sup>sten</sup> dezer. Op dien datum zal elk bureau een voorraad ontvangen hebben.

## STORTINGSKAARTEN.

Op 23 Februari werden door 's Rijks postbureelen uitgedeeld :

|                                                                                             |           |
|---------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|
| Kaarten I. A., bestemd voor de verplichte verzekerden . . . .                               | 2,072,700 |
| Kaarten I. B., bestemd voor de rechthebbenden, leden van mutualiteiten . . . . .            | 523,000   |
| Kaarten I. C., bestemd voor de vrije mutualistische verzekerden.                            | 218,700   |
| Kaarten I. E., tot het vaststellen der buiten de wetsbepalingen gedane stortingen . . . . . | 136,920   |
| Kaarten I. F., bestemd voor de bedienden . . . . .                                          | 261,100   |

Bovendien hebben wij rechtstreeks geleverd aan de mutualistische organisaties, opgericht door de dockers te Antwerpen alsook aan verscheidene werkgevers van de Antwerpsche omgeving die zich met het laden en lossen, alsook met het herstellen der schepen bezighouden, ongeveer 25,000 bijzondere en 150,000 aanvullende kaarten (I. A. P.);

De bijzondere stortingskaarten I. A. voor de werkvrouwen, koffiehuisbedienden en alle personen die in dienst zijn ten huize van verscheidene werkgevers, worden gedrukt, alsmede de kaarten bestemd voor de huisarbeiders (I. D.).

Het drukken der kaarten wordt voortgezet en omtrent den 15<sup>en</sup> Maart, ten laatste, zullen de voorraden voldoende zijn om aan alle aanvragen gevolg te geven. De pensioen zegels en de stortingskaarten worden uitsluitelijk te koop gesteld in de postbureelen, behalve de kaarten I. A. P. die wegens hare gewestelijke bestemming door mijn Departement worden geleverd.

Als men denkt aan de moeilijkheden van allen aard waaraan de dienst het hoofd moest bieden, wegens de verscheidenheid der toestanden waarmede rekenschap moest gehouden worden bij het opmaken der talrijke uitvoeringsbesluiten, en bij het vaststellen der talrijke modelformules, alsook aan het drukken en verdeelen, dan zal niemand kunnen betwisten dat mijn bestuur een prachtig werk geleverd heeft.

## OVERDRACHT DER STORTINGSKAARTEN AAN DE LIJFRENTEKAS.

In overleg met de Lijfrentekas, hebben wij besloten aan de mutualistische vereenigingen en de werkgevers toe te laten, de stortingskaarten van de in Januari en Februari geboren verzekerden *slechts in April*, in stede van in Februari en in Maart, zooals dit is voorgeschreven bij het Koninklijk besluit, op te zenden.

Alzoo, zullen de mutualiteiten en de werkgevers al den noodigen tijd hebben om hunne documentatie op te maken. De renten zullen echter niet worden verminderd ten gevolge van deze laattijdige overdracht, daar de Lijfrentekas de fondsen heeft ontvangen binnen de reglementaire termijnen.

*Formulieren (Aangiften, Borderellen, enz.).*

Deze formulieren worden door mijn Departement geleverd. De dienst heeft aan de 6,000 mutualiteitsvereenigingen een voorraad van de noodige formulieren gezonden voor de toepassing der wet. Voor wat de werkgevers betreft, werden degene die zich persoonlijk in de bureelen van de Kunstlaan, 34, hebben aangemeld, dadelijk bediend van een voorraad formulieren. Aan de aanvragen, vóór het einde der maand schriftelijk gedaan, zal gevolg worden gegeven.

Sedert 1 Januari 1924, kan men op ongeveer 150, gemiddeld, de aanvragen om inlichtingen ramen, welke ons dagelijks schriftelijk werden toegestuurd, ongerekend de aanvragen om formulieren.

Daarnevens, was het getal werkgevers, welke zich in de bureelen hebben aangeboden, zeer aanzienlijk. Op sommige oogenblikken werden de bezoekers door de bevoegde ambtenaren ontvangen bij groepen van 10 en 15. Dit bewijst zonder meer dat zoowel de mutualiteiten als de werkgevers de hooge sociale en moreele beteekenis vatten van deze ouderdoms-verzekeringswetten, wat niet anders kan dan ons verheugen.

### BESCHERMINGSCOMITEITEN.

1. De beschermingscomiteiten door de wet van 1921 ingesteld met het oog op het toekennen der ouderdomspensioenen, hebben gedeeltelijk hun zending in belangrijkheid zien verminderen, sedert het goedkeuren der ouderdomspensioenen aan de controleurs van de belastingen werd toevertrouwd.

De Commissie drukte den wensch uit dat het onderzoek van het ingeslagen *beroep* door de belanghebbenden tegen de in eersten aanleg genomen beslissing, aan de uitspraak dezer beschermingscomiteiten zou worden toevertrouwd.

Deze comiteiten bestaan gewoonlijk uit een tien- à twaalfstal personen, genomen uit de onderscheidene deelen van een arrondissement en die dus, met kennis van zaken, over de ingeslagen beroepen kunnen oordeelen.

### ONS MIJNWEZEN.

1. Een lid der Commissie opperde de meening dat de tusschenkomst van den patroon en den werkman bij te lijfrentekas te hoog is, bij de samenstelling van het mijnwerkerspensioen. Hij stelde de vraag of het niet mogelijk zijn zou, bij de herziening van de pensioenwet der bedienden, de pensioenwet der mijnwerkers in dien zin te herzien dat een grooter deel der stortingen zou worden afgedragen aan het « Nationaal fonds ».

2. Een lid drong sterk aan op het nazicht der mijnwerkerslampen. Dit nazicht zou moeten regelmatig geschieden. Het aanstellen van een of twee toezieners voor gansch het land zou voldoende zijn om soms pijnlijke ongevallen en vreeselijke rampen te voorkomen. Desbetreffende kan men doen opmerken, dat tal van grauwwuorontploffing en de jongste jaren door de lampen werden veroorzaakt.

3. De Commissie spreekt dus den wensch uit dat de wet op de politie in de mijnen stipt zou nageleefd worden, vooral wat betreft het verbod tot arbeiden in die plaatsen waar gas aanwezig is. De aandacht der mijningenieurs zou herhaaldelijk op dit zeer bijzonder punt moeten ingeroepen worden. Immers, het is een door elkeen gekend feit, dat de aanwezigheid van gas dikwijls de oorzaak geweest is van droeve ongevallen die het leven aan vele mijnwerkers hebben ontnomen.

### 2. Werkongevallen.

De Commissie heeft eenparig aangedrongen, opdat de herziening der wet van 1903 op de werkongevallen zoo dringend mogelijk in de Kamer ter bespreking zou kunnen komen.

### 3. Afgevaardigden bij de mijninspectie.

De Commissie drukte den wensch uit, dat het wetsvoorstel op het benoemen der werklieden-afgevaardigden bij de mijninspectie weldra bepaaldelijk zou kunnen goedgekeurd worden. Het werd reeds een eerste maal besproken in Kamer en Senaat. Het ware wenschelijk, kon dit vraagstuk een definitieve oplossing bekomen.



**ARBEIDSTOEZICHT.***De forfaitaire reisbiljetten van de Toezieners en de Controleurs.*

Ik neem de vrijheid den heer Minister er op te wijzen, dat het werk van de arbeidstoezieners en -controleurs zou moeten vergemakkelijkt worden door de forfaitaire reisbiljetten, die zij thans benuttigen voor hunne reizen, te vervangen door Spoorwegabonnementen.

Deze abonnementen kunnen hun verstrekt worden met toepassing van het Koninklijk besluit van 12 Januari 1923, dat zegt in zijn artikel 3 : dat de agenten, die tot herhaalde reizen zijn verplicht, een algemeen abonnement ontvangen wanneer hunne werkzaamheid zich gewoonlijk over gansch het grondgebied uitstrekt, en een beperkt abonnement, wanneer zij hunne ambtsverrichtingen slechts werkdadig in sommige plaatsen of streken uitoefenen.

De heer Minister zal het wel met mij eens zijn, dat gemeld Koninklijk besluit op de ambtenaren van het Arbeidstoezicht, die dagelijks moeten reizen, zou moeten toepasselijk zijn.

Thans zijn ze er toe gehouden, ten minste een half uur vóór het vertrek van hun trein, aan het station te zijn; dit geldt ook bij het vertrek uit de plaats waar zij hun dienst hebben verricht. Voeg daarbij een gemiddelde afwezigheid van 9 tot 10 uren per dag, dan komt men tot 10 of 11 uren afwezigheid uit de verblijfplaats.

Ik meen dat men hun dit gemak zou kunnen verleenen, waardoor hun een onnoodig tijdverlies van een half uur per dag zou worden bespaard en zij niet meer de beurt zouden moeten afwachten vóór de stationswinketten.

Betreffende deze ambtenaren, zou men niet moeten inroepen de onmogelijkheid van hun werkzaamheid te controleeren. Gij zult met mij overeenstemmen dat de ambtenaren van het Arbeidstoezicht reeds genoegzame bewijzen van eerlijkheid hebben gegeven en men hun dienvolgens alle vertrouwen mag schenken. Het is gekend hoe zeer hun ambtsverrichtingen al hun tijd in beslag nemen, zoodat men, zelfs op dit oogenblik, heeft moeten voorstellen het getal toezieners en controleurs te vergrooten.

Nog zoo ik u kunnen doen opmerken dat, met hun een abonnement te verleenen, de begrooting er enkel zou bij winnen, gezien het abonnement zeker goedkooper zal te staan komen dan de prijs van de gebruikte forfaitaire reisbiljetten en ook gezien het getal ambtenaren; het bedrag dat alzoo op de begrooting zou worden uitgespaard, kan zeer aanzienlijk zijn en zou in nieuwe mate tot de inkrimping der uitgaven kunnen bijdragen.

Ik ben dus van oordeel dat, mits het behoud van de forfaitaire reisbiljetten voor de agenten die slechts bij uitzondering moeten reizen, het zeer noodzakelijk is, een abonnement te verleenen aan de ambtenaren die herhaaldelijk moeten reizen, hetgeen inzonderheid het geval is voor de Arbeidstoezieners en -controleurs.

**DE ZINK- EN GASNIJVERHEDEN.**

De zinkbewerking mag zeker als een der ongezondste en gevaarlijkste nijverheidsbedrijven worden aangezien.

De aard der nijverheid zelf brengt mede, dat de arbeiders welke er in gebezigd worden, vroegtijdig tot werkonbekwaamheid veroordeeld zijn.

Zij verdienen dan ook onze bijzondere bescherming.

De Commissie drukt dan ook den wensch uit dat, naar het voorbeeld van andere

nijverheden, in de zinkindustrie een paritaire commissie zou tot stand worden gebracht belast met het bespreken der arbeids- en gezondheidsvoorwaarden.

Tevens roept de Commissie eens te meer de aandacht van den heer Minister op de noodzakelijkheid de rechten van de gemeenten en de aanpalende bewoners die zoo'n ongezonde nijverheden op hun grondgebied of in hunne buurt tellen.

De schade welke door deze fabrieken, vooral op de omliggende landerijen veroorzaakt werden, is soms zeer groot. Het is maar redelijk dat deze fabrieken de veroorzaakte schade op redelijke wijze zouden vergoeden.

In de gasnijverheid en de hoogovens komen herhaaldelijk gevallen van verstikking voor. Zou de Minister ter studie willen leggen de verplichting om in zekere bijzonder gevaarlijke omstandigheden gasmaskers te dragen?

### HET BEROEPSONDERWIJS.

De begrooting voor 1926, voorziet eene kredietsverhooging voor het beroepsonderwijs van 5,582,500 frank, waarvan 5,050,000 frank als tusschenkomst van den Staat in de oprichtingskosten der nieuwe scholen en de uitbreiding der bestaande scholen; verder 2,534,500 frank, som die voor de eerste maal gevraagd wordt voor practische en theoretische opleiding van de scheepjongens bij de visserij en de matrozen bij de koopvaardij.

De noodzakelijkheid van het technisch- en beroepsonderwijs opnieuw aantoonen, schijnt ons overbodig. Wij hadden trouwens de eer dit vraagstuk in vroegere verslagen breedvoerig te behandelen. Toch zouden wij hier eene aanhaling willen doen uit het verslag van den weled. Heer de Gellinek d'Elseghem, waarbij de Commissie zich volmondig aansluit:

Wij mogen ons afvragen of de Staat gansch zijn plicht heeft vervuld inzake beroepsonderwijs. Wij meenen van neen, en stellig moeten voortaan meer belangrijke toelagen verleend worden om de scholen op de hoogte te houden van den vooruitgang. Wij mogen ons zelfs afvragen waarom de leeraars van dit onderwijs niet op denzelfden voet zouden geplaatst worden met de leeraars van het lager onderwijs waarvan het slechts de voortzetting is, en waarom de Staat niet rechtstreeks de wedde zou betalen.

Het is niet alles: het volstaat niet toelagen te verleenen aan het nijverheids- en beroepsonderwijs, de toelagen moeten daarbij ten gepasten tijde uitgekeerd worden, en in dit opzicht schijnt het dat de vertraging van het toezicht een te grooten weerslag heeft op de vereffening der credieten. Voor het school jaar 1924-1925 hebben talrijke inrichtingen de toelagen slechts gedeeltelijk en enkel in Oktober of November 11. ontvangen. Wat de uitkeering der weddeverhooging voor de perequatie betreft, deze is nog altijd niet geregeld. Dit kan niet blijven duren, want die toestand ontmoedigt het zoo verdienstelijk leeraarskorps. Men mag niet uit het oog verliezen dat, de duurtetoeslag afgeschaft zijnde voor het dienstjaar 1925 en de wedderegeling niet toegepast, hoewel het desbetreffend K. B. dagteekent van 1 December 1924, een groot getal leeraars en onderwijzers slechts een gedeelte van hunne bezoldiging hebben getrokken.

De goedkeuring der begrotingen en rekeningen ondergaat maar al te dikwijls betreurenswaardige vertraging voor den goeden gang van talrijk inrichtingen. Wij vestigen de zeer bijzondere aandacht van den Minister op dit punt en vragen hem aan deze scholen voorschotten te verleenen voor het loopend jaar, berekend volgens het bedrag der toelagen van het verlopen jaar. Deze voorschotten zouden ten laatste uitgekeerd worden in Februari of Maart. Derwijze zouden de leeraars

vanaf het eerste kwartaal een aanzienlijk gedeelte van hun loon trekken. Het overschot zou uitgekeerd worden in Juni, en indien het Bestuur middelerwijl de begrotingen en rekeningen heeft nagezien, dan kan het zonder vergissing het aandeel bepalen dat aan elkeen toekomt.

Betreffende het dienstjaar 1924-1925 vragen wij den geachten Minister zoo spoedig mogelijk den achterstal te regelen, met inbegrip der krachters de perequatie verschuldigde verhoogingen.

Nog een andere kant van het vraagstuk moet onderzocht worden en wel deze van het pensioen van leeraars en onderwijzers.

Dit vraagstuk ligt ter studie, en naar het schijnt, zal het verleende pensioen denzelfden grondslag hebben als dit der leeraars van het middelbaar onderwijs.

Uwe Commissie dringt aan, opdat het ontwerp in den loop van dezen zittijd zou ingediend worden.

**Conferentie van de Ministers van Arbeid van Duitschland, België, Frankrijk, Groot-Brittannië en Italië om het vraagstuk van den arbeidsduur in de nijverheid, te onderzoeken.**

De Commissie heeft den heer Minister verzocht aan de Kamer den uitslag van de op 15 Maart j. l., te Londen gehouden Conferentie, te willen mededeelen.

Gevolg gevende aan de uitnoodiging van de Regeering van Zijne Britsche Majesteit, greep een conferentie van de Ministers van Arbeid van Duitschland, België, Frankrijk, Groot-Brittannië en Italië plaats te Londen, op 15 Maart 1926 om het vraagstuk van den arbeidsduur in de nijverheid te onderzoeken.

Men had den Bestuurder van het Internationaal Arbeidsbureau uitgenoodigd om alle inlichtingen en adviezen te geven nopens de maatregelen in de verscheidene Staten of de reeds geformuleerde interpretaties.

De uitnoodiging ging uit van Groot-Brittannië, dat ten zeerste verlangde een der voornaamste bepalingen, in Deel XIII van het Vredesverdrag opgenomen, doeltreffend te maken, en te dien einde de moeilijkheden wilde onderzoeken die tot nu toe de bekrachtiging van de Overeenkomst te Washington betreffende den arbeidsduur, hadden verhinderd.

Nadat de Regeering van Zijne Majesteit vernomen had dat de betrokken landen dezelfde inzichten koesterden en geneigd waren de conferentie bij te wonen, zond zij hun vooreerst een brief en een memorandum in hetwelk eenige vragen van groot belang opgeworpen waren, vragen die naar hare zienswijze verband hielden met het onderzoek der overeenkomst. Al de landen gaven, ter inlichting en zonder eene verbintenis aan te gaan, volledige antwoorden, in den meest oprechten geest opgevat.

Alhoewel deze antwoorden blijk gaven van uiteenlopende interpretaties, wezen zij een gemeenschappelijk en gelijk verlangen aan om tot eene oplossing te komen in dit zoo lang uitgesteld vraagstuk: in die omstandigheden achtte de Regeering van Zijne Majesteit het nuttig, eene poging aan te wenden om de uiteenlopende standpunten te verzoenen. De conferentie werd dienvolgens bijeengeroepen, op die grondslagen, en greep plaats, zooals hierboven vermeld is, op 15 Maart.

DUITSCHLAND :

*A/gevaardigden.* -- Reichsarbeitsminister, Dr. Brauns ;

Ministerialdirektor, Dr. Bitzler ;

Ministerialrat, Dr. Feig.

*Raadsheeren* — Heer Oberregierungsrat Kuttig, Dr. Weber.

**BELGIË :**

*Afgevaardigden.* — M. J. Wauters, Minister van Nijverheid, Arbeid en Sociale Voorzorg ;

M. A. Julin, Algemeen Secretaris van het Ministerie van Nijverheid, Arbeid en Sociale Voorzorg ;

M. A. Wauters, Cabinetshoofd.

**FRANKRIJK :**

*Afgevaardigden* — M. Durafour, Ministre du Travail, de l'Hygiène et de la Prévoyance Sociale ;

M. Picquenard, directeur du Travail ;

M. Beauguitte, Chef-Adjoint du Cabinet.

**GROOT-BRITANNIË :**

*Afgevaardigden.* — The Rt. Hon. Sir A. Steel-Maitland Bart, M. P. Ministry of Labour ;

Mr N. B. Betterton, O. B. E., M. P. Parliamentary Secretary to the Ministry of Labour ;

Sir H. J. Wilson, K. C. B., O. B. E., Secretary of the Ministry of Labour.

*Raadsheeren.* — Sir Malcolm Delevigne, K. C. B., Deputy Under Secretary of State Home Office ;

M. J. A. Barlow, C. B. E., Principal Assistant Secretary, Ministry of Labour ;

Mr H. W. Wolfs, C. B., C. B. E. Principal Assistant Secretary, Ministry of Labour ;

M. F. W. Leggett, Assistant Secretary, Ministry of Labour ;

Mr R. G. Somervell, Principal, Ministry of Labour.

**ITALIË :**

*Afgevaardigden.* — H. E. Prof. Giuseppe de Michelis, Koninklijke Gezant en Algemeen Commissaris voor de Emigratie ;

Ing. Antonio Bernardi, Hoofdinspecteur in het Ministerie van Nijverheid en Arbeid ;

Cas. Rainaldi, van den Italiaanschen Consulairen Dienst.

*Raadsheer.* — Prof. Francini.

*Vertegenwoordigers van het Internationaal Arbeidsbureau.*

M. Albert Thomas, Bestuurder.

M. H.-B. Butler, C. B. adjunct-bestuurder, begeleid door den heer H. A. Grimsham.

Tijdens de besprekingen die voortgezet werden tot den 19<sup>en</sup> Maart werden al de artikelen van de Overeenkomst van Washington, een voor een onderzocht.

Zij erkennen dat, volgens de regelmatig ingestelde rechtspleging het Internationaal gerechtshof, in laatsten aanleg, bevoegd is om uitspraak te doen over al de geschillen die kunnen oprijzen aangaande de interpretatie en de toepassing van de Overeenkomst.

Met de erkenning dat een der doeleinden van de Conferentie was den twiifel

op te heffen die bestond aangaande de mogelijkheid tot in de bijzonderheden de besluiten van de Overeenkomst toe te passen op de toestanden die eigen zijn aan sommige particuliere bezigheden, en met de erkenning bovendien dat de accoorden waartoe de Conferentie is gekomen, toepasselijk zijn op de bedoelde gevallen, sluiten de leden van de Conferentie zich aan bij de volgende besluiten :

## BESLUITEN VAN DE CONFERENTIE

### EERSTE ARTIKEL.

Er wordt overeengekomen dat de Overeenkomst toepasselijk is op al de nijverheidsinrichtingen, welke ook het getal weze van de daar arbeidende personen, met uitzondering van deze waarin enkel de leden van een zelfde gezin arbeiden.

Er wordt overeengekomen dat de eigenlijke post-, telegraaf- en telefoon-dienst buiten het bestek van de Overeenkomst valt, maar dat de Overeenkomst toepasselijk is op de werken van bouw, onderhoud en herstel voor den post-, telegraaf- en telefoondienst.

#### ART. 2.

Er wordt overeengekomen dat onder arbeidsduur verstaan wordt de tijd gedurende welken het personeel ter beschikking is van den werkgever ; hij bevat niet de rustpoozen gedurende welke het personeel niet ter beschikking is van den werkgever, en die moeten aangeplakt worden overeenkomstig artikel 8.

#### ART. 5.

Er wordt overeengekomen dat de bepalingen van artikel 5 kunnen toegepast worden op de bouwnijverheid.

#### ART. 6 (a).

De woorden « wier arbeid hoofdzakelijk onregelmatig is » in artikel 6, moeten in een beperkenden zin verklaard worden.

Zij zijn enkel toepasselijk op bezigheden als deze van portiers, bewakers, aangestelden bij den brandweerdienst, en andere bedienden die niet met de eigenlijke productie in betrekking staan, en die uiteraard door lange rustpoozen onderbroken zijn gedurende dewelke deze bedienden geen stoffelijk werk te everen hebben noch bestendige aandacht moeten hebben, en slechts op hun post moeten blijven om te antwoorden aan eventueele oproepen.

#### ART. 6 (b).

Er wordt overeengekomen dat het onder de bevoegdheid valt van de wetgeving van ieder land, het maximum van de overuren te bepalen die mogen toegestaan worden krachtens artikel 6 (b).

Er wordt overeengekomen dat de door de Overeenkomst opgelegde verplichting een hooger loon te betalen enkel toepasselijk is op de overuren bedoeld onder artikel 6 (b).

Er wordt overeengekomen dat het minimum van verhooging van 25 t. h., voorzien onder artikel 6, verplichtend is.

#### *Week van 5 dagen.*

Eene tabel waardoor over een langer tijdperk dan een week de dagelijksche

arbeidsduur wordt geregeld, kan opgemaakt worden in den vorm als deze voorzien in artikel 5, om de arbeidsuren elke week over vijf dagen te verdeelen, of alle twee weken over elf dagen, met dien verstande, dat de gemiddelde arbeidsduur in geen geval 48 uren per week mag overschrijden.

*Wekelijksche rustdag.*

Er wordt overeengekomen dat de arbeidsuren boven het wekelijksch getal van 48 uren, die, om reden van den aard der te verrichten diensten op den wekelijkschen rustdag vallen, moeten beschouwd worden hetzij als arbeidsuren die onder de toepassing vallen van de nationale wetgeving op de wekelijksche rust, hetzij als arbeidsuren die vallen onder de bepalingen van artikel 6. Dit is niet toepasselijk op de arbeidsuren bepaald in de artikelen 2 (c), 3, 4 en 5.

*Spoorwegen.*

Er wordt overeengekomen dat de spoorwegen aan de Overeenkomst onderworpen zijn. In zooverre artikel 5 en artikel 6 (a) niet voldoende zijn voor de noodwendigheden van de spoorwegen, kunnen de daartoe noodzakelijke overuren toegestaan worden krachtens artikel 6 (b).

*Inwinning der niet gewerkte uren.*

Er wordt overeengekomen dat, wanneer sommige Staten aannemen dat er meer dan 48 uren per week gewerkt wordt om de uren, dat er niet gearbeid werd wegens uitsluitend plaatselijke feesten, terug in te winnen, deze uren moeten geteld worden onder het maximum overuren bepaald krachtens artikel 6 en dus met hooger loon, overeenkomstig dit artikel.

**Art. 14.**

1. Er wordt overeengekomen dat elke Regeering het artikel 14 zal inlaschen in hare wetten tot toepassing van de Overeenkomst.

2. Er wordt overeengekomen dat artikel 14 slechts mag ingeroepen worden in de gevallen waarbij de economie van het land zoodanig bedreigd is dat het leven van het volk gevaar loopt. Evenwel, eene economische crisis of handels-crisis, die slechts enkele takken van de nijverheid treft, kan niet beschouwd worden als een gevaar voor de nationale veiligheid in den zin van artikel 14, en in dit geval zou de opheffing van de Overeenkomst niet te billijken zijn.

. \* .

Er wordt overeengekomen dat de drie teksten, de Engelsehe, Fransche en Deutsche, rechtsgeldig zijn.

. \* .

Er wordt bovendien overeengekomen dat de vertegenwoordigers van de Regeeringen welke deelnemen aan de Conferentie aan hunne onderscheidenlijke Regeeringen bovenstaande besluiten, tot dewelke de Conferentie gekomen is, zullen overbrengen, opdat deze Regeeringen, met inachtneming van de gesloten overeenkomsten, de quaestie van de bekrachtiging der Overeenkomst, indien zij dit nog niet gedaan hebben, in overweging kunnen nemen.

Deze zelfde besluiten zullen officieel medegedeeld worden aan het Internationaal Arbeidsbureau door de zorgen van de Britsche Regeering van wie de Conferentie is uitgegaan.

De vertegenwoordigers van de Regeeringen onderteekenen bovenstaanden tekst als uittreksels van het verslag van de Conferentie, te Londen gehouden op 15, 16, 17, 18 en 19 Maart 1926.

\*  
\* \*

De Commissie heeft aan den Minister eenige vragen gesteld betreffende sommige artikelen van de begrooting.

Wij laten deze vragen met de antwoorden die er op gegeven werden hier volgen :

#### *Vreemde Werklieden.*

##### VRAAG.

Zou de heer Minister ons willen zeggen hoe groot ongeveer het getal vreemde werklieden is die in onze mijnen, ijzernijverheid en andere Belgische fabrieken arbeiden, vooral in de provinciën Henegouw, Limburg en Luik ?

Zoo mogelijk gerangschikt volgens hun land van herkomst (Italianen, Duitschers, enz.) ?

##### ANTWOORD.

Het is onmogelijk de gevraagde statistieken te verschaffen. Onder de bestaande wetgeving hebben de vreemdelingen, die in België aankomen, geene enkele machtiging noodig om er het beroep hunner keuze uit te oefenen. Daaruit volgt dat er eene optelling zou moeten gedaan worden om te weten hoeveel vreemdelingen als patroons, zelfstandige arbeiders of loonarbeiders, een nijverheids-of handelsberoep uitoefenen.

De Minister van Justitie bewaakt en controleert het *binnenkomen* van vreemdelingen in België. Hij alleen bezit de inlichtingen betreffende de beroepen van de vreemdelingen die voorzien zijn, op de wijzen door hem vastgesteld, van eene geregelde inschrijving in de bevolkingsregisters. Maar bij gebrek aan personeel, maakt hij geene beroepsstatistieken op.

De Minister van Binnenlandsche Zaken zou van de *gemeentebesturen* het getal vreemdelingen, op hun grondgebied gevestigd, kunnen krijgen. Daar ook zou de beroepsstatistiek kunnen gemaakt worden.

#### *Electriciteit.*

##### VRAAG.

De begrooting bevat verscheidene credieten betrekking hebbende op de electriciteit : art. 46, 54, enz. In het Departement van Spoorwegen bestaat een *volledige* technische dienst voor de vraagstukken der electriciteit. Zullen de organismen, die in het Departement van Nijverheid en Arbeid zouden opgericht worden, niet dezelfde zijn als dit van Spoorwegen? Zou dit laatste zich niet kunnen belasten met al de vraagstukken betreffende de studiën en de werken van dien aard?

##### ANTWOORD.

De Dienst van de Electriciteit van het Ministerie van Spoorwegen werd opge-

richt om zich bezig te houden met de electrische instellingen van de Staatsspoorwegen.

Hij heeft eene zekere uitbreiding genomen voor de studie van de electrificatie van den spoorweg.

Daar dit vraagstuk is hangende gebleven beschikt hij tijdelijk over een te talrijk personeel, en daarom werd hem de zorg opgedragen het onderzoek te doen over het in bezit nemen van het openbaar Staatsdomein door de electrische lijnen, nog vóór de goedkeuring van de wet van 10 Maart 1925 over de verdeeling van electrische drijfkracht.

De uitvoering van deze wet is toevertrouwd aan het Ministerie van Nijverheid, Arbeid en Sociale Voorzorg, onder welks bevoegdheid het natuurlijk valt, en men ziet niet in wat de Spoorwegen er mede te maken hebben.

Zuinigheidshalve heeft men echter geen nieuwe technische dienst opgericht in het Ministerie van Nijverheid, Arbeid en Sociale Voorzorg, maar de Dienst van de Electriciteit van het Ministerie van Spoorwegen werd belast met de technische onderzoekingen voorgeschreven door de wet van 10 Maart 1925 en door de uitvoeringsbesluiten. Die dienst beschikt inderdaad over een korps ingenieurs die een deel van hun tijd daaraan kunnen besteden. Men vermijdt aldus tweemaal hetzelfde te doen.

Om het Departement van Spoorwegen schadeloos te stellen voor deze kosten en daarvan de schifting op te maken voorziet artikel 49 eene som van 50,000 frank.

In de toelichting van de begrooting wordt dit trouwens duidelijk uiteengezet.

Artikel 54 van de begrooting betreft het Bestendig Comité van de Electriciteit.

Het raadplegen van dit organisme is door de wet voorgeschreven.

Daarin zetelen de vertegenwoordigers van de betrokken nijverheidstakken en van de bevoegde openbare besturen.

Uit zuinigheid is dit Comité onderverdeeld in zelfstandige afdelingen en sub-commissies.

De som voorzien onder artikel 54 van de begrooting komt overeen met de zitpenningen en de reiskosten van de leden van dit Comité, de vergoedingen aan de secretarissen, druk- en publicatiekosten.

Tot op heden werden er 61 vergaderingen gehouden.

De wet met de besluiten tot uitvoering moet binnen kort verschijnen.

#### *Mutualiteiten. — Geneeskundige Dienst.*

#### VRAAG.

De Regeering heeft eene Commissie benoemd om een accoord te vinden tussen de dokters en de mutualiteiten.

Hoe ver staat het met het werk van deze Commissie?

Is zij reeds tot besluiten gekomen? Zoo ja, welke zijn die?

Zoo neen, wanneer denkt zij daartoe te komen?

#### ANTWOORD.

In zijn antwoord op eene interpellatie van den heer R. De Bruyn heeft Minister Tschoffen beloofd eene paritaire Commissie samen te stellen belast met het vaststellen van de eereloonen van de dokters. Deze Commissie, voegde de Minister erbij, zal zich niet alleen moeten bezig houden met het belangrijke vraagstuk der



eereloonen, maar ook met het bijzondere barema voor de gegoede mutualisten; met het vraagstuk van de vrije keuze der dokters en met elke andere daarmee samenhangende kwestie.

Door een koninklijk besluit werd dienvolgens eene Commissie ingesteld « belast met het doen van voorstellen om nauwkeurig de betrekkingen te bepalen tusschen de erkende mutualiteiten en de leden van het geneeskundig korps ». In den aanvang wordt namelijk verklaard: « Overwegende dat het van algemeen belang is eene verstandhouding aan te moedigen... inzonderheid wat betreft de bezoldiging voor de geneeskundige zorgen... »

Daaruit bleek dus dat de kwestie der eereloonen een der voornaamste punten was die de Commissie had te onderzoeken.

Maar, *van af de eerste vergadering*, besloot de Commissie de *kwestie van de vrije keuze* te onderzoeken vóór alle andere vraagstukken, en namelijk vóór deze betreffende de eereloonen.

De Commissie heeft *twaalf vergaderingen* gehouden; hieronder volgt de uitslag van hare werkzaamheden tot op heden:

Wat betreft de *algemeene geneeskunde* neemt de Commissie de *vrije keuze* aan, behalve dat de toepassing ervan moet gecontroleerd worden door een *dokter raadsman*, waarvan zij de rol bepaalt.

De Commissie erkent aan de mutualiteiten het recht toe klinieken en polyklinieken op te richten.

*De werkzaamheid van deze klinieken en polyklinieken zal beperkt blijven tot een dienst van ziekte-opsporing, daarin mag dus niet begrepen zijn een dienst van algemeene geneeskunde.*

Zij heeft bovendien navolgend reglement aangenomen voor de *inrichting van den dienst specialiteiten en operaties*:

EERSTE ARTIKEL. — De mutualiteiten hebben de vrije keuze tusschen de hospitalen en klinieken toegelaten door de medico-mutualistische Commissie.

2. De toelating wordt verleend door de medico-mutualistische Commissie ingesteld door het Ministerie van Nijverheid en Arbeid, op omstandig verslag van den geneeskundigen dienst van den Arbeidstoezichter.

3. Om toegelaten te worden moeten voornoemde hospitalen en klinieken *sine qua non* de navolgende voorwaarden vervullen:

a) Derwijze ingericht en voorzien zijn dat de mutualisten er in onberispelijke voorwaarden kunnen verzorgd worden;

b) Het bezoek toelaten van den geneesheer-inspecteur van de mutualiteit die het recht heeft bij de operaties aanwezig te zijn en zijn taak van controle uit te oefenen bij de in behandeling zijnde mutualisten. Het is wel verstaan dat voor de operatie en behalve in volstrekt dringende gevallen, de tussenkomst van den geneesheer-inspecteur, in consultatie, mag worden geëischt door de mutualiteit;

c) Het door de medico-mutualistische Commissie vastgesteld tarief aannemen voor den dienst specialiteiten en operaties;

d) In voorkomend geval, op verzoek van den geneesheer-inspecteur van de mutualiteit, de anatomische of andere bestanddeelen onderwerpen welke zijn genomen bij de operatie of bij het onderzoek in een laboratorium van pathologische anatomie of van bacteriologie voorb. provinciaal of universiteitslaboratorium voor bacteriologische ontleding of ontleding van de gezwellen);

e) het ziekenboekje van den mutualist invullen of eene kopij van het kliniek-

blad van den in behandeling zijnde mutualist overmaken aan den geneeskundigen toezichtsdienst van de mutualiteit.

Voor den dienst van de specialiteiten hebben de mutualisten vrije keuze onder de geneesheeren-specialisten die aanvaarden den specialisten-dienst van de mutualiteiten te verzekeren, maar anderzijds heeft de mutualiteit, door de tusschenkomst van haren geneesheer-inspecteur, het recht van controle over de gepastheid van het getal dure bezoeken, operaties of behandelingen.

De tusschenkomst van chirurgen moet geschieden in de hospitalen of klinieken toegelaten voor den dienst van de mutualiteiten.

De betwistingen tusschen de behandelende geneesheeren en de geneesheeren-inspecteurs worden onderworpen aan de gewestelijke paritaire Commissie.

\* \* \*

De Commissie heeft bovendien de kwestie van de samenstelling en van de werking der gemengde Commissies besproken; ziehier wat zij daaromtrent heeft aangenomen :

A. — Er wordt ten minste in iedere provincie een gemengde Commissie opgericht. Deze Commissie heeft op verzoek, hetzij van de mutualistische groepeeringsen, hetzij van de dokters dier groepeeringsen :

1<sup>o</sup> De gewestelijke tarieven vast te stellen, welke gegrond zijn hetzij op de forfaitaire bezoldiging, hetzij per keer, hetzij op de twee stelsels samen, voor de eereloonen van de geneesheeren die aannemen de mutualisten te verzorgen ;

2<sup>o</sup> De contracten te homologeeren welke zijn opgemaakt door de plaatselijke Sub-Commissies waarvan verder sprake is en die de betrekkingen tusschen de mutualistische groepeeringsen en de geneeskundige groepeeringsen regelen ;

3<sup>o</sup> Kennis te nemen van de geschillen die zouden kunnen oprijzen ;

4<sup>o</sup> Al de vraagstukken betreffende de werking der mutualiteiten in hare betrekkingen met de geneesheeren te onderzoeken.

B. — 1<sup>o</sup> « Het geneeskundig korps zal in den schoot der provinciale Commissies vertegenwoordigd zijn door vier geneesheeren gekozen door de geneeskundige beroepsverenigingsen welke door de provincie zijn erkend, en onder de geneesheeren welke op de hoogte zijn van de mutualistische en sociale vraagstukken.

» De mutualiteiten mogen zich op de vergaderingsen doen bijstaan door hun geneesheer-raadsman ; dezen mag alleen raad geven. »

2<sup>o</sup> De benoeming van de leden der commissies wordt gedaan door den Minister.

« De voorstellers worden gedaan op eene lijst met het dubbele getal candidaten. »

C. — Het ambt van voorzitter van de Provinciale Commissies wordt waargenomen door den provincialen Arbeidsinspecteur. Hij wordt aangeduid door den Minister.

De beslissingen moeten eenparig genomen worden. In geval van meeningsverschil mag men in beroep komen bij de hoogere Commissie.

. . .

De Commissie hoopt binnen kort hare werkzaamheden te eindigen. De meerderheid is inderdaad van oordeel dat het bedrag van de eereloonen moet worden vastgesteld door de provinciale gemengde commissies.

*Arbeidsongevallen.*

## VRAAG.

Zou de heer Minister ons willen zeggen hoe ver het staat met de kwestie van de herziening der wet van 1903 op de arbeidsongevallen ? Tot hoever is het parlementaire werk gevorderd ?

## ANTWOORD.

Een wetsontwerp tot herziening van de wetten van 24 December 1903, 27 Augustus 1919 en 7 Augustus 1924 op de herstelling der schade voortvloeiende uit arbeidsongevallen werd door den Minister van Nijverheid en Arbeid in de Kamer van Volksvertegenwoordigers ingediend op 26 Februari 1924.

Dit ontwerp is vervallen ten gevolge van de ontbinding der wetgevende Kamers. Het werd herwerkt om namelijk den tekst in overeenstemming te brengen met dezen van de ontwerpen van overeenkomsten en aanbevelingen, welke in 1925 werden aangenomen door de Internationale Arbeidsconferentie, zetelend te Genève. Ik hoop binnen kort den definitieven tekst te kunnen neerleggen op het bureel van de Kamer der Volksvertegenwoordigers.

## BEGROOTING.

## ART. 2.

## VRAAG.

Hoeveel zendingen zijn er in het buitenland geweest in 1925 ?

## ANTWOORD.

De zendingen in het buitenland in 1925, voor rekening van het Departement, hebben eene totale uitgave geveerd van fr. 463,783.95 waarvan de omstandige opgave volgt :

|                                                                                                           |           |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|
| Minister. — Bezoek aan de Tentoonstelling van Decoratieve Kunsten te Parijs . . . . .                     | fr. 303 » |
| Opening van het Belgisch Paviljoen in de Tentoonstelling van Decoratieve Kunsten te Parijs . . . . .      | 460 »     |
| Bezoek aan de Jaarbeurs te Luxemburg. . . . .                                                             | 2,945 50  |
| Twee ambtenaren van den Geologischen Dienst : Wetenschappelijke Zending in Holland . . . . .              | 247 74    |
| Een ambtenaar : Afgevaardigd bij de Internationale Electrotechnische Commissie te 's Gravenhage . . . . . | 267.60    |
| Een ambtenaar : Zending bij de Tentoonstelling te Wembley. . . . .                                        | 2,261.95  |
| Een ambtenaar : Zending bij de Jaarbeurs te Luxemburg . . . . .                                           | 1,406.65  |
| Een ambtenaar : Internationale Conferentie van de Groote Netten met hooge spanning te Parijs . . . . .    | 437.50    |
| Een ambtenaar : Internationale Conferentie van het Industrieel eigendom te 's Gravenhage . . . . .        | 1,160.10  |
| Een ambtenaar : Zending te Praag (erkenning der Belgische proefstempels in Tchecho-Slowakije) . . . . .   | 2,179.27  |
| Drie afgevaardigden, waaronder een ambtenaar : Onderzoek te                                               |           |

|                                                                                                                                                                                                 |            |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|
| Parijs betreffende de lastkohieren der bedeeeling van electrische energie . . . . .                                                                                                             | fr. 639.70 |
| Een ambtenaar : Parijs. Fransch-Belgisch <i>modus vivendi</i> . . . .                                                                                                                           | 419.55     |
| Twee ambtenaren : Genève. Conferentie der statistieken van den Arbeid . . . . .                                                                                                                 | 4,999 70   |
| Een ambtenaar : Bern en Rome. Zittijd van de Internationale Vereeniging voor de wettelijke bescherming van de arbeiders en 16° zittijd van het Internationaal Instituut voor Statistiek . . . . | 4,000 »    |
| Een ambtenaar : Parijs en Amiens. Zending voor den Dienst der Ouderdomspensioenen . . . . .                                                                                                     | 906 05     |
| Twee ambtenaren : Amsterdam. Internationaal Congres der geneesheeren voor de arbeidsongevallen en de beroepsziekten . . . . .                                                                   | 1,718 18   |
| Een ambtenaar : Berlijn. Economische onderhandelingen tusschen België en Duitschland . . . . .                                                                                                  | 12,171 »   |
| Een ambtenaar : Praag. Economische onderhandelingen tusschen België en Tchecho-Slowakije . . . . .                                                                                              | 5,027 22   |
| Vijf afgevaardigden, waaronder twee ambtenaren : Parijs. Zes zendingen bij de Tentoonstelling der Sierkunsten te Parijs . . . .                                                                 | 2,317 70   |
| Totaal . . . fr.                                                                                                                                                                                | 43,868 41  |

Waren deze zendingen in 1926 vervuld geweest, dan zou de daaruit volgende uitgaven moeten ten laste komen van het crediet dat uitgetrokken is op artikel 14 van het ontwerp der begrooting.

Bovendien werd in 1925 uitgegeven aan zendingen die op bijzondere credieten komen :

|                                                                                                                                     |               |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------|
| Onderwijzend personeel der technische scholen : Bezoek aan de Tentoonstelling der Sierkunsten te Parijs . . . . .                   | fr. 39,082 65 |
| Afgevaardigden bij het Internationaal Arbeidsbureau : vier zendingen te Genève. . . . .                                             | 7,879 79      |
| Belgische afgevaardigden en technische raden bij de Internationale Arbeidsconferentie : Genève . . . . .                            | 69,022.50     |
| Een afgevaardigde architect voor den bouw van het Belgisch Paviljoen op de Jaarbeurs te Milaan : twee zendingen te Milaan . . . . . | 3,930.60      |
| Totaal . . . fr.                                                                                                                    | 163,783.95    |

#### VRAAG.

Krijgen de ambtenaren die met eene zending naar den vreemde worden gezonden, buiten hunne reis-en verblijfkosten, eene bijzondere vergoeding?

#### ANTWOORD.

Aan de ambtenaren die met eene zending naar den vreemde worden gezonden, wordt geene bijzondere vergoeding toegekend. Hunne reis-en verblijfkosten worden terugbetaald overeenkomstig het Koninklijk besluit van 23 Januari 1923 dat op al de Departementen van toepassing is.

#### ART. 5.

De Commissie drukt opnieuw den wensch uit de mogelijkheid te zien onderzoeken, een centrale bibliotheek tot stand te brengen voor al de Departementen.

ten einde te voorkomen dat een groot getal boeken van algemeen nut voor elk Departement afzonderlijk zouden aangekocht worden.

Niets zou beletten dat daarnaast in elk Departement een technische bibliotheek zou bestaan die vooral dienstig zijn zou voor een bepaald Ministerie.

ART. 14.

VRAAG.

Gelief de credietvermindering van 2.000 frank nader te verklaren ?

ANTWOORD.

Dit crediet is het aandeel van het Departement in de kosten van de Vlaamsche lessen, door het Departement van Financiën ingericht, voor het personeel van de verschillende besturen. Dit aandeel, dat in 1923 de som bedroeg van fr. 2,383.11 beliep in 1924 slechts fr. 642.92.

Om deze reden werden de ramingen voor het dienstjaar 1926 gebracht van 3.000 frank op 1.000 frank.

ART. 24.

VRAGEN.

Waarom spreekt men van eene *vaste* som voor reiskosten ? Zijn deze reizen vooraf gekend ?

Kunnen wij bij benadering vernemen welke reizen werden gedaan in 1924 en 1925 ?

ANTWOORDEN.

Het geldt hier eene vast bepaalde som voor de eerst aanwezende Ingenieurs in algemeenen dienst, voor de Hoofdingenieurs, de Algemeene Inspecteurs en den Algemeenen Bestuurder.

Deze reizen zijn niet vooraf gekend ; zij hangen af van de noodwendigheden van den dienst.

De betrokken ambtenaren hebben geen reden om de nota's betreffende deze reizen te bewaren.

De kwestie van de forfaitaire sommen voor reizen werd reeds herhaaldelijk opgeworpen, en de gepastheid van de gevolgde gedragslijn werd erkend, namelijk door een omzendbrief van den Eersten Minister, Minister van Financiën, dagteekenend van 24 Januari 1923 (Algemeen Secretariaat, derde afdeling, n<sup>o</sup> 439).

ART. 26.

VRAAG.

Eenige nadere verklaringen a. u. b. betreffende de vaste toelagen voor bureelkosten ?

ANTWOORD.

Het geldt de bureelkosten van tien hoofdingenieurs op voet van 2,250 frank en van twee algemeene inspecteurs op voet van 2,500 frank.

Deze sommen dienen om het lokaal, de verwarming, het onderhoud, de bureelbenodigdheden enz. te betalen.

De werkelijke uitgaven zijn veel hooger dan de toegekende sommen ; de belang-

hebbenden hebben herhaakdelijk geklaagd. en er is een besluit ontworpen om deze vergoedingen eenvormig op 3.000 frank te brengen, welk besluit onderworpen is aan het raadgevend Comité voor de jaarwedden dat zetelt in het Ministerie van Financiën.

ART. 28.

« *Annales des Mines de Belgique.* »

VRAAG.

1° Zijn de Secretaris en de medewerkers leden van het Mijncorps ? of bijzondere bedienden ?

2° Hoe wordt die som van 38,000 frank verdeeld ?

3° Hoeveel abonnementen ?

4° Wat brengen deze abonnementen op ?

ANTWOORD.

De Secretaris van de *Annales des Mines* maakt deel uit van het Mijncorps ; het is volstrekt noodzakelijk dat het een ingenieur van dit korps, verbonden aan het Algemeen Bestuur der Mijnen, weze.

Alle bevoegde personen kunnen aan dit tijdschrift medewerken.

De som van 38,000 frank bevat eene vergoeding van 2,000 frank voor den Secretaris, en van 650 frank voor den bijgevoegden secretaris. Het overige dient om de medewerkers te betalen volgens de belangrijkheid der verschenen werken.

Het Bestuur sluit met den uitgever een contract krachtens hetwelk deze laatste aan eerst genoemde kosteloos 275 exemplaren van elke aflevering bezorgt, evenals afdrukken van de verschenen artikels. Het Bestuur betaalt dus de drukkosten niet ; de uitgever daarentegen trekt het bedrag der abonnementen.

*De Commissie stelt voor dit crediet met 10,000 frank te verminderen en het te brengen op 28,000 frank in plaats van 38,000 frank.*

ART. 40.

*Aardkundige Dienst.*

VRAAG.

Verklaar, a. u. b. : *Veranderlijke vergoedingen.*

ANTWOORD.

De som van 1,000 frank is eene raming om de bijkomende werkzaamheden te bezoldigen die van het personeel zouden kunnen gevraagd worden buiten de normale verstrekkingen.

*De Commissie stelt voor dit crediet van 1,000 frank, dat zij niet gebillijkt oordeelt, te doen wegvallen.*

ART. 43a.

VRAAG.

*Welke zijn deze vergoedingen ?*

## ANTWOORD.

De onder dit artikel geraamde vergoedingen dienen om den voorzitter en den secretaris van den Raad, evenals den geattacheerde bij het Secretariaat, te bezoldigen onderscheidenlijk op voet van 1.500 frank, 2,420 frank en 500 frank voor de bijkomstige werkzaamheden die de voorbereiding van de werken van den Raad voor hen medebrengt.

*De Commissie stelt voor dit crediet van 4,420 frank, dat zij niet gebillijkt oordeelt, te doen wegvallen.*

## ART. 104.

Vergoedingen aan de ambtenaren van het bestuur der Belastingen belast met het in ontvangst nemen en het onderzoeken der aanvragen voor ouderdomspensioenen, verhoogingen of kosteloze toelagen, en van de betaling der verschenen pensioenen : 725,000 frank.

De Commissie heeft gevraagd hoe dit crediet verdeeld en verklaard werd ?

De volgende inlichtingen werden ons daarover gegeven :

## I. Ontvangers van de belastingen.

180,000 frank voor het in ontvangst nemen der aanvragen voor ouderdomspensioenen. Er wordt eene vergoeding verleend van 3 frank per ingebrachte pensioensaanvraag.

365,000 frank voor de betaling van de pensioenen. Eene vergoeding van vijf en twintig centiem wordt verleend per trimestrieelen kwijtbrief. Behalve de gewone betaling hebben wij in 1926 de aanvullende betaling te doen ten gevolge van de algemeene herziening (wet van 10 December 1924).

## II. Controleurs van de belastingen.

180,000 fr. voor het onderzoeken van de aanvragen voor ouderdomspensioen.

Er wordt eene vergoeding van 3 frank verleend zoowel voor de aanvragen tot herziening als voor de eerste aanvragen.

## ART. 121.

De Senaat heeft een amendement aangenomen, waardoor het crediet van dit artikel met 450,000 frank wordt verhoogd.

De verklaringsnota zegt daarover het volgende : « Ten einde aanvullende toelagen te kunnen verleen en aan sommige nationale kassen voor de teringbestrijding ».

Met 5 stemmen tegen 1 verzet zich de Commissie tegen de woorden : « aan sommige nationale kassen. »

## GOEDKOOPE WONINGEN.

## VRAGEN.

1) Hoevele premieaanvragen werden tot nog toe ingediend (afzonderlijk per jaar) ?

2) Hoevele premiën werden toegestaan ?

- 3) Hoevele werden vereffend en uitbetaald ?  
 4) Welke maatregelen denkt de Minister te treffen om de betaling der nog niet vereffende premieën te bespoedigen ?  
 5) Is hij voornemens daarvoor nieuwe credieten aan te vragen ?  
 6<sup>o</sup> Zooniet, beschikt hij dan over genoegzame credieten om aan al de in regel zijnde aanvragen te voldoen ?

ANTWOORD.

**Uitvoering van het Koninklijk besluit van 14 Augustus 1922.**

*Toegekende premieën aan weinig bemiddelde personen die eene goedkope woning lieten bouwen.*

1<sup>o</sup> Aanvragen ingediend tot het bekomen van de premie :

|                              |        |                                 |           |
|------------------------------|--------|---------------------------------|-----------|
| In 1922 : (Aug. tot Decemb.) | 3,620  | aanvragen, hetzij gemiddeld 190 | per week. |
| — 1923 :                     | 4,687  | — — —                           | 90 —      |
| — 1924 :                     | 6,437  | — — —                           | 138 —     |
| — 1925 :                     | 10,717 | — — —                           | 206 —     |
| — 1926 : (2 maanden)         | 1,861  | — — —                           | 230 —     |

In het geheel werden 27,322 aanvragen ingediend vanaf 14 Augustus 1922 tot 28 Februari 1926.

2. — Getal en bedrag der vereffende of ter vereffening liggende premieën tot einde Februari 1926 :

|                       | Getal. | Bedrag.    | Bedrag per maand. |
|-----------------------|--------|------------|-------------------|
| In 1923 . . . . fr.   | 856    | 2,139,150  | 178,000           |
| In 1924 . . . . .     | 2,881  | 7,000,000  | 585,000           |
| In 1925 . . . . .     | 3,681  | 9,121,150  | 760,000           |
| In 1926 (2 maanden) . | 1,008  | 2,515,800  | 1,257,000         |
| Te zamen. . . . .     | 8,426  | 20,776,100 |                   |

Het gemiddeld bedrag der premie is 2,468 frank.

3. — Getal dossiers voor dewelke de voorafgaande formaliteiten werden vervuld door de Beschermingscomiteiten en door de credietenmaatschappijen; 90 t. h. daarvan kunnen ter vereffening worden voorgelegd, namelijk 2,000 voor een totaal bedrag van 5,000,000 frank.

4. — Wanneer deze 2,000 premieën uitbetaald zijn, zullen ook de credieten voor 1926 volkomen uitgeput wezen.

De op de begrooting van 1926 voorziene credieten zullen dus nog de vereffening van ongeveer 2.000 premieën toelaten. Deze betaling zal waarschijnlijk in Augustus a. s. vereffend zijn. Vermits de Regeering beslist had 15.000 premieën toe te kennen, om hare beloften gestand te doen, blijven er nog ongeveer 4.500 premieën te vereffenen, hetgeen eene uitgave van ongeveer 11.250.000 frank vertegenwoordigt.

Het onderzoek van deze dossiers zal zonder onderbreking worden voortgezet. De uitbetaling zelf der premieën zal worden hervat begin 1927 tot volkomen uitputting van het crediet dat op de begrooting van dit jaar wordt voorzien,



Dit crediet zal worden vastgesteld volgens de budgetaire ramingen en de behoeften.

AMENDEMENTS PROPOSÉS  
PAR LA COMMISSION.

ART. 28. — Porter le crédit à 28,000 fr. au lieu de 38,000 francs.

ART. 40. — Supprimer le crédit de 1,000 francs.

ART. 43a. — Réduire le crédit de 3,500 francs.

ART. 121. — Supprimer dans la note explicative les mots « à certaines caisses nationales ».

AMENDEMENTEN VOORGESTELD  
DOOR DE COMMISSIE.

ART. 28. — Het crediet te brengen op 28,000 frank in de plaats van 38,000 frank.

ART. 40. — Het crediet van 1,000 frank in te trekken.

ART. 43a. — Het crediet te verminderen met 3,500 frank.

ART. 121. — In de verklaringsnota de woorden: « aan sommige nationale kassen » te laten wegvallen.

De Commissie heeft de Begrooting en het verslag met eenparigheid van stemmen goedgekeurd.

*De Verslaggever,*

H. HEYMAN.

*De Voorzitter,*

M. PIRMEZ.

